



NOTICE ANNUELLE 2021

(Exercice clos le 31 mars 2021)

Le 18 juin 2021

SIÈGE SOCIAL
8585, chemin de la Côte-de-Liesse
Saint-Laurent (Québec)
Canada H4T 1G6

TABLE DES MATIÈRES

1.	STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE CAE	4
	1.1 Dénomination sociale, adresse et constitution	4
	1.2 Liens intersociétés	4
2.	VUE D'ENSEMBLE DE CAE	4
	2.1 Vue d'ensemble	4
	2.2 Emplacements géographiques et produits des activités ordinaires par secteur	5
	2.3 Notre mission	9
	2.4 Notre vision	9
3.	DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS	9
	3.1 Faits nouveaux importants des trois derniers exercices	9
4.	DESCRIPTION DES ACTIVITÉS	15
	4.1 Notre stratégie	15
	4.2 Nos activités	15
	4.3 Vue d'ensemble et tendances de l'industrie	16
	4.4 Innovation et recherche et développement (R-D)	18
	4.5 Fabrication et services	23
	4.6 Compétences et connaissances spécialisées	24
	4.7 Concurrence	25
	4.8 Composantes	25
	4.9 Propriété intellectuelle	26
	4.10 Cycles	26
	4.11 Personnel	26
	4.12 Responsabilité sociale de l'entreprise	27
	4.13 Monnaies étrangères	29
	4.14 Réorganisations	29
5.	RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOS ACTIVITÉS	29
6.	DIVIDENDES ET DISTRIBUTIONS	29
	6.1 Dividendes	29
	6.2 Rachat et annulation d'actions ordinaires	30
7.	DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL	30
8.	MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES	31
	8.1 Cours et volume des opérations	31
	8.2 Ventes antérieures	32
9.	ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS	33
	9.1 Nom et fonctions principales	33
	9.2 Interdictions d'opérations, faillites, amendes ou sanctions	39
10.	AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES	39
11.	COMITÉ D'AUDIT	39
	11.1 Mandat	39
	11.2 Composition	40
	11.3 Approbation des services	41
12.	INTÉRÊTS DES EXPERTS	41
13.	RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	42
	GLOSSAIRE	43
	ANNEXE A – FILIALES ET AUTRES INVESTISSEMENTS	45
	ANNEXE B – MANDAT DU COMITÉ D'AUDIT	53

RENSEIGNEMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

Le rapport de gestion de CAE ainsi que nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021 et les notes y afférentes (**états financiers consolidés**) se trouvent dans le rapport financier annuel remis aux actionnaires pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (**rapport financier annuel**). Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la Partie I du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les renseignements qui sont contenus dans le rapport de gestion et dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021, de même que dans les notes y afférentes, disponibles sur SEDAR au www.sedar.com, sont expressément intégrés par renvoi dans la présente notice annuelle. Les parties du rapport financier annuel qui ne sont pas expressément intégrées par renvoi ne font pas partie des présentes.

Sauf indication contraire, toute somme d'argent indiquée dans la présente notice annuelle est exprimée en dollars canadiens. Dans la présente notice annuelle, nous utilisons les termes « nous », « nos », « notre », « nôtre », « Société » et « CAE » pour désigner CAE inc. et, selon le cas, ses filiales. Nous utilisons également les autres termes clés dans la présente notice annuelle, lesquels sont définis dans le glossaire joint en annexe de la présente notice annuelle.

L'exercice 2021 ou EX21 désigne la période allant du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021, l'exercice 2020 ou EX20 désigne la période allant du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 et l'exercice 2019 ou EX19 désigne la période allant du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

La présente notice annuelle contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique en général, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, les marchés potentiels estimatifs, les énoncés relatifs à notre projet d'acquisition de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (**L3H MT**), l'attrait de l'acquisition de L3H MT d'un point de vue financier et l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les attentes concernant les économies de coûts et les synergies prévues, la solidité, la complémentarité et la compatibilité de l'acquisition de L3H MT avec nos activités et nos équipes existantes, les autres avantages prévus de l'acquisition de L3H MT et leur incidence sur notre croissance future, nos résultats d'exploitation, notre rendement, nos activités, nos projets et nos occasions, nos perspectives commerciales, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques et notre position de chef de file dans nos marchés ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, vouloir, devoir, stratégie, futur et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment les risques liés à la pandémie de COVID-19, comme la santé et la sécurité, la réduction et l'interruption d'activités, la conjoncture économique mondiale, le détournement de l'attention de la direction, l'intensification des risques liés aux TI, les risques de liquidité et de crédit, les risques liés à l'industrie, comme la concurrence, l'expansion des activités et l'attribution de nouveaux contrats, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les questions liées à la réglementation, les catastrophes naturelles ou autres, les lois et règlements environnementaux, les

changements climatiques, des risques propres à CAE, comme l'évolution des normes et l'innovation technologique, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, nos estimations de la taille de nos marchés potentiels et de nos occasions sur les marchés qui pourraient se révéler inexacts, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, le carnet de commandes, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (**OEM**), l'intégration des produits et la gestion des programmes, la protection des droits de notre propriété intellectuelle et de nos marques, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, les relations de travail, les risques liés à la responsabilité qui pourraient ne pas être couverts par les assurances ou faire l'objet d'indemnités, les garanties et autres réclamations sur des produits, le risque d'atteinte à la réputation, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, le statut d'émetteur privé étranger, l'exercice de recours en responsabilité civile à l'encontre de nos administrateurs et dirigeants, la durée du cycle de vente, le caractère saisonnier des activités, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires, les technologies de l'information et la cybersécurité, notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs, la confidentialité des données, des risques liés au marché, comme les écarts de change, la disponibilité du capital, les ventes d'actions ordinaires additionnelles, le cours et la volatilité de nos actions ordinaires, le risque de crédit, le risque de dépréciation, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, l'incertitude géopolitique, les lois anticorruption, les questions fiscales, et les risques liés aux fusions, acquisitions, coentreprises, alliances stratégiques ou dessaisissements, comme les risques que nous ne gérons pas adéquatement notre croissance, les risques liés à l'acquisition de L3H MT, y compris l'intégration des activités de L3H MT, les retards possibles dans la réalisation des avantages et des synergies de coûts anticipés, ou l'incapacité de les réaliser, le maintien de la dépendance envers L3Harris Technologies après la réalisation de l'acquisition, les retards possibles ou l'échec dans la réalisation de l'acquisition, l'obtention des approbations réglementaires applicables et la satisfaction des conditions de clôture de l'acquisition, le risque de change et l'exposition du prix d'achat au risque de change, les passifs éventuels non divulgués liés à l'acquisition, la dépendance aux informations fournies par L3Harris Technologies, CAE ou L3H MT étant négativement affectée pendant le processus d'acquisition, les dispositions sur les changements de contrôle et autres dispositions semblables et frais, les coûts d'acquisition et d'intégration imprévus, l'endettement accru de CAE après la clôture de l'acquisition et les risques liés à l'exploitation de L3H MT après l'acquisition, y compris le fait que la société issue du regroupement continuera à faire face aux mêmes risques auxquels CAE est actuellement confrontée, en plus des risques accrus liés à l'augmentation des activités du secteur Défense, à la dépendance à l'égard des contrats du gouvernement américain pour une part importante des produits, contrats qui ne sont souvent que partiellement financés, qui peuvent faire l'objet d'une résiliation immédiate et qui sont fortement réglementés et audités, au déficit budgétaire et à la dette nationale du gouvernement américain, aux contrats à prix fixe, à la capacité d'obtenir avec succès des licences d'exportation, à la dépendance envers les sous-traitants, à la conjoncture économique incertaine dans les marchés de L3H MT, aux enquêtes gouvernementales et aux risques de responsabilité qui pourraient ne pas être couverts par une indemnité ou une assurance. La liste qui précède n'est pas exhaustive, et d'autres facteurs inconnus ou imprévisibles pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur la performance ou les résultats de CAE ou de L3H MT. La réalisation de l'acquisition de L3H MT est assujettie aux conditions de clôture habituelles, aux droits de résiliation et à d'autres risques et incertitudes, y compris, sans s'y limiter, aux approbations réglementaires, et rien ne garantit que l'acquisition de L3H MT sera réalisée. Rien ne garantit non plus, si l'acquisition de L3H MT est réalisée, que les avantages stratégiques et financiers qui devraient découler de l'acquisition de L3H MT se concrétiseront. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date de la présente notice annuelle. De plus amples précisions vous sont fournies à la section 9 « Risques et incertitudes liés à nos activités » du rapport de gestion de 2021 de CAE, laquelle section est intégrée par renvoi dans la notice annuelle. L'un ou l'autre des facteurs mentionnés plus haut et ailleurs dans la présente notice annuelle pourrait être exacerbé par le prolongement de la pandémie de COVID-19 et avoir une incidence défavorable plus marquée sur les activités, les résultats opérationnels et la situation financière de CAE. En conséquence, les lecteurs sont avisés que l'un des risques énoncés pourrait avoir des effets nuisibles importants sur les énoncés prospectifs de CAE. Les lecteurs sont également avisés que les risques mentionnés plus haut et ailleurs dans la présente notice annuelle ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou

d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans la présente notice annuelle sont expressément visés par cette mise en garde.

De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date de la présente notice annuelle. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés.

HYPOTHÈSES IMPORTANTES

Les énoncés prospectifs dans la présente notice annuelle sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : les répercussions négatives prévues de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et/ou notre situation financière, y compris l'effet escompté des mesures d'atténuation mises en œuvre à la suite de la pandémie de COVID-19 et le moment et le degré d'assouplissement des restrictions de déplacement à l'échelle mondiale liées à la COVID-19, la conjoncture de marché, la réceptivité des clients envers les solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des récentes initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir l'exposition aux risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible dans le cadre de notre programme d'achat de créances, de nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et de l'accès continu au financement par emprunt de façon suffisante pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, la satisfaction de toutes les conditions de clôture de l'acquisition de L3H MT, y compris l'obtention de toutes les approbations réglementaires en temps opportun et à des conditions acceptables pour CAE, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution réussie des plans d'intégration liés à l'acquisition de L3H MT, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration de l'entreprise L3H MT acquise dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec l'acquisition de L3H MT, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale futures et autres facteurs liés à l'acquisition de L3H MT et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'acquisition de L3H MT dans les délais prévus, et selon les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies, l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés à l'acquisition de L3H MT, la capacité de CAE d'accéder en temps opportun aux marchés financiers avant ou après la clôture de l'acquisition de L3H MT et l'absence de changement important de la conjoncture de marché. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans la présente notice annuelle, veuillez vous reporter à la section 9 « Risques et incertitudes liés aux activités » du rapport de gestion de 2021 de CAE. Compte tenu de l'incidence de l'évolution des circonstances entourant la pandémie de COVID-19 et des mesures connexes prises par CAE, les gouvernements, les autorités de réglementations, les entreprises et les clients, les hypothèses de CAE font intrinsèquement l'objet de plus d'incertitude. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans la présente notice annuelle et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient se révéler inexacts.

1. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE CAE

1.1 Dénomination sociale, adresse et constitution

Le 17 mars 1947, CAE inc. (**Société** ou **CAE**) a été constituée sous le régime des lois du Canada par lettres patentes en tant que Canadian Aviation Electronics Ltd. En 1965, la Société a pris la dénomination CAE Industries Ltd. et, en 1993, elle a pris la dénomination CAE inc.

CAE a été prorogée en 1977 sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions (LCSA)*. En 1979, les statuts de CAE ont été modifiés pour convertir son capital social autorisé en un nombre illimité d'actions ordinaires, et ils ont été modifiés de nouveau en 1981 de façon à autoriser un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et comportant les droits, privilèges, restrictions et conditions pouvant être établis par les administrateurs de CAE.

Le 9 juin 1995, les statuts de CAE ont été modifiés de façon à autoriser les administrateurs à nommer d'autres administrateurs conformément à la LCSA. Le 1^{er} avril 2001, la Société a fusionné avec CAE Électronique Itée, notre filiale en propriété exclusive.

Le siège social de CAE est situé au 8585, chemin de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec) Canada H4T 1G6; son numéro de téléphone est le 514 341-6780 et son numéro de télécopieur est le 514 340-5530.

1.2 Liens intersociétés

Les filiales directes et indirectes ainsi que d'autres investissements ou participations de CAE figurent à l'annexe A.

2. VUE D'ENSEMBLE DE CAE

2.1 Vue d'ensemble

CAE est une entreprise de haute technologie à la fine pointe de l'immersion numérique qui fournit des solutions pour rendre le monde plus sécuritaire. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous continuons à réinventer l'expérience client et à révolutionner les solutions de formation et de soutien opérationnel dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Nous sommes le partenaire de choix des clients du monde entier qui exercent leurs activités dans des environnements complexes, souvent dangereux et fortement réglementés où la réussite est essentielle. Grâce aux besoins permanents de nos clients pour nos solutions, plus de 60 % des revenus de CAE proviennent d'activités récurrentes. Nous avons la plus vaste présence mondiale de notre industrie, avec quelque 10 000 employés répartis dans 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays.

CAE s'est bâti une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York (TSX/NYSE), sous le symbole CAE.

2.2 Emplacements géographiques et produits des activités ordinaires par secteur

Les produits des activités ordinaires consolidés de CAE au cours des exercices 2021 et 2020 se sont élevés respectivement à 3,0 milliards \$ et à 3,6 milliards \$, et se répartissent comme suit :

<u>Produits des activités ordinaires</u> <u>par secteur (%)</u>			<u>Répartition géographique des produits</u> <u>des activités ordinaires (%)</u>		
	EX21	EX20	EX21	EX20	
Solutions de formation pour l'aviation civile	47	60	États-Unis	44	43
Défense et sécurité	41	37	Asie	13	19
Santé	12	3	Europe	19	17
			Canada	15	9
			Royaume-Uni	5	6
			Reste des Amériques	2	4
			Afrique et Océanie	2	2
	100	100		100	100

Pour obtenir de l'information concernant les produits des activités ordinaires de CAE par secteurs isolables, il y a lieu de se reporter aux sections 5.1, 5.2 et 5.3 du rapport de gestion de 2021 de la Société, lesquelles sections sont intégrées par renvois dans la présente notice annuelle.

Le tableau suivant présente, par secteur d'activité, les emplacements des principales filiales et des sites importants des divisions de CAE¹ :

Emplacement	Solutions de formation pour l'aviation civile	Défense et sécurité	Santé
Canada			
Cold Lake (Alberta)		√	
Comox (Colombie-Britannique)		√	
Greenwood (Nouvelle-Écosse)		√	
Halifax (Nouvelle-Écosse)		√	
Montréal (Québec)	√	√	√
Moose Jaw (Saskatchewan)		√	
Ottawa (Ontario)			
Petawawa (Ontario)		√	
Saint John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	√		
Toronto (Ontario)	√		
Trenton (Ontario)		√	
Vancouver (Colombie-Britannique)	√		
États-Unis			
Altus, Oklahoma		√	
Albuquerque, Nouveau-Mexique		√	
Chicopee, Massachusetts		√	
China Lake, Californie		√	
Corpus Christi, Texas		√	
Dallas/Fort Worth, Texas	√		
Dothan, Alabama		√	
Dyess, Texas		√	
Elmendorf, Alaska		√	
Fort Bragg, Caroline du Nord		√	
Fort Rucker, Alabama		√	
Goldsboro, Caroline du Nord		√	
Grand Forks, North Dakota		√	
Little Rock, Arkansas		√	
Long Beach, Californie			√
MacDill, Floride		√	
Mesa, Arizona	√		
Minneapolis, Minnesota	√		
Moddy, Géorgie		√	
Morristown, New Jersey	√		
Offutt, Nebraska		√	
Orlando, Floride	√	√	
Pensacola, Floride		√	
Phoenix, Arizona	√		
San Francisco, Californie	√		
Sarasota, Floride			√
Seattle, Washington			√

¹ La liste présente les principaux bureaux de CAE, ses activités, ses centres de formation ainsi que l'emplacement des principales bases militaires où nous fournissons des services de soutien à la formation partout dans le monde. Sont exclus de cette liste les sites comptant un nombre restreint d'employés et les sites où nous exploitons des programmes de sécurité de niveau supérieur.

Emplacement	Solutions de formation pour l'aviation civile	Défense et sécurité	Santé
Sherwood, Arkansas		√	
États-Unis			
Tampa, Floride		√	
Warner Robins, Géorgie		√	
Washington, D.C.		√	
Whippany, New Jersey	√		
Williamsburg, Virginie		√	
Royaume-Uni			
Benson, Royaume-Uni		√	
Burgess Hill, Royaume-Uni	√	√	
Gatwick, Royaume-Uni	√		
Helston, Royaume-Uni		√	
Oxford, Royaume-Uni	√		
Amérique du Sud			
Bogotá, Colombie	√		√
Lima, Pérou	√		
Santiago, Chili	√		
São Paulo, Brésil	√		√
Toluca, Mexique	√		
Europe			
Amsterdam, Pays-Bas	√		
Anvers, Belgique	√		
Barcelone, Espagne	√		
Bordeaux, France	√		
Bruxelles, Belgique	√		
Buchel, Allemagne		√	
Buckeburg, Allemagne		√	
Budapest, Hongrie		√	√
Copenhague, Danemark	√		
Den Helder, Pays-Bas		√	
Deblin, Pologne		√	
Dublin, Irlande	√		
Eindhoven, Pays-Bas		√	
Francfort, Allemagne	√		
Furstenfeldbruck, Allemagne		√	
Geilenkirchen, Allemagne		√	
Gilze-Rijen, Pays-Bas		√	
Hallbergmoos (Munich), Allemagne		√	
Istanbul, Turquie	√		
Jagel, Allemagne		√	
Laage, Allemagne		√	
Lecce, Italie		√	
Madrid, Espagne	√		

Emplacement	Solutions de formation pour l'aviation civile	Défense et sécurité	Santé
Mainz, Allemagne			√
Milan, Italie	√		
Neuburg, Allemagne		√	
Nordholz, Allemagne		√	
Norvenich, Allemagne		√	
Oslo, Norvège	√		
Prague, République tchèque	√		
Rome, Italie	√		
Sesto Calende, Italie		√	
Shannon, Irlande	√		
Stockholm, Suède	√		
Stolberg, Allemagne		√	
Veszprem, Hongrie			√
Asie			
Abu Dhabi, Émirats arabes unis	√	√	
Dubaï, Émirats arabes unis	√	√	
Beijing, Chine	√		√
Bengaluru, Inde	√	√	
Bandar Seri Begawan, Brunei		√	√
Bangkok, Thaïlande	√		
Doha, Qatar	√		
Gondia, Inde	√		
Ho Chi Minh, Viet Nam	√		
Hong Kong, Hong Kong	√		
Jakarta, Indonésie	√		
Kuala Lumpur, Malaisie	√		
Manille/Clark, Philippines	√		
New Delhi, Inde	√		
Séoul, Corée du Sud	√		
Shanghai, Chine	√		
Singapour, Singapour	√	√	
Tokyo, Japon	√		
Afrique et Océanie			
Amberley, Australie		√	
Auckland, Nouvelle-Zélande	√	√	
Brisbane, Australie		√	
Homebush, Australie (Sydney)		√	
Johannesburg, Afrique du Sud	√		
Melbourne, Australie	√	√	
Nowra Hill, Australie		√	
Oakey, Australie		√	
Perth, Australie	√		
Richmond, Australie		√	

2.3 Notre mission

Être à l'avant-plan de l'immersion numérique grâce à des solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques qui rendent le monde plus sécuritaire.

2.4 Notre vision

Être le partenaire mondial de choix dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité et des soins de santé en révolutionnant la formation et les opérations critiques de nos clients grâce à des solutions numériques immersives qui améliorent la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3. DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS

3.1 Faits nouveaux importants des trois derniers exercices

Faits saillants de l'exercice 2021

Changements sur le plan de la direction

- Avec prise d'effet le 1^{er} mai 2020, le général David G. Perkins, USA (ret.) s'est joint au conseil d'administration de CAE (**conseil**).
- Le 5 mai 2020, Heidi R. Wood a été nommée vice-présidente exécutive, Développement des affaires et initiatives de croissance, un nouveau poste de haute direction.
- Le 26 juin 2020, Todd Probert a démissionné de son poste de président de groupe, Défense et sécurité. Heidi R. Wood a agi en tant que présidente de groupe intérimaire.
- Avec prise d'effet le 24 août 2020, Daniel Gelston a été nommé président de groupe, Défense et sécurité, succédant à Heidi R. Wood qui a agi en tant que présidente de groupe intérimaire.
- Le 25 septembre 2020, Rekha Ranganathan a démissionné de son poste de présidente de CAE Santé.
- Avec prise d'effet le 28 septembre 2020, Heidi R. Wood a été nommée au poste de présidente de CAE Santé et elle a maintenu son rôle de vice-présidente exécutive, Développement des affaires et initiatives de croissance.
- Après la clôture de l'exercice 2021, le 3 mai 2021, Mary Lou Maher a été nommée au conseil d'administration de CAE.

Incidence de la pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 a créé une incertitude sans précédent dans l'économie mondiale, l'industrie mondiale du transport aérien, le transport aérien de passagers et les activités de CAE. Plusieurs de nos clients sont confrontés à des défis importants, les compagnies aériennes et, dans une moindre mesure, les exploitants de jets d'affaires ayant été contraints d'immobiliser bon nombre de leurs appareils au sol à la suite des interdictions de voyager, des restrictions frontalières et de l'affaiblissement de la demande de transport aérien. Nous continuons de prendre des mesures pour protéger la santé et la sécurité de nos employés, de travailler avec nos clients afin de réduire les perturbations potentielles et de soutenir notre collectivité en réagissant aux défis posés par cette pandémie. Cette éclipse a eu un impact important et immédiat sur tous nos secteurs tout au long de l'exercice 2021, surtout celui des Solutions de formation pour l'aviation civile, en conséquence du choc sans précédent sur la demande et des perturbations importantes au niveau de nos propres activités, notamment des fermetures temporaires d'établissements, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, des retards dans l'exécution des programmes, des décisions d'achat plus lentes et des changements dans les priorités d'acquisition de nos clients. Bien que la vaccination à l'échelle mondiale pour lutter contre la COVID-19 soit encourageante, le retour des

mesures de quarantaine et des restrictions frontalières visant à enrayer la propagation du virus continue de se répercuter sur les clients et nos entreprises.

Dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, l'incidence de la pandémie de COVID-19 s'est fait ressentir à la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2020 et a entraîné la fermeture temporaire de certains centres de formation, la réduction du taux d'utilisation des simulateurs installés dans notre réseau du fait de la diminution de la demande de la part des clients du secteur de l'aviation et des interruptions au niveau de l'exécution de notre carnet de commandes. Au pire du premier trimestre de l'exercice 2021, plus de la moitié des centres de formation du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile dans le monde avaient complètement suspendu leurs activités ou fonctionnaient à un rythme considérablement réduit. À la fin du mois de juin 2020, tous les centres de formation auparavant fermés étaient toutefois ouverts, fonctionnant normalement ou à un rythme réduit, avec un retour progressif vers des heures d'ouverture normales. Nous avons commencé à constater une reprise du taux d'utilisation de la formation à compter du deuxième trimestre de l'exercice 2021, des améliorations graduelles ayant eu lieu tout au long de l'exercice jusqu'au quatrième trimestre, notamment dans notre division Formation pour l'aviation d'affaires, mais certains centres de formation ont réduit temporairement leurs activités au cours de l'exercice à mesure que les autorités locales mettaient en œuvre des mesures visant à endiguer la propagation de la COVID-19. Nous continuons donc de fonctionner à des niveaux nettement inférieurs à ceux de l'exercice précédent, comme en témoignent le taux d'utilisation² de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, qui a diminué pour s'établir en moyenne à 47 % au cours de l'exercice 2021, alors qu'il était de 70 % en moyenne pour l'exercice 2020, ainsi que le nombre de livraisons de simulateur de vol³ qui a baissé à 36 au cours de l'exercice 2021, alors qu'il était de 56 pour l'exercice précédent.

Bien que nous ayons obtenu plusieurs contrats stratégiques au cours de l'exercice 2021, le secteur Défense et sécurité (**Défense**) constate toujours des retards dans l'octroi de contrats additionnels de même que dans l'exécution et l'avancement de certains programmes, le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁴ pour les 12 derniers mois étant de 0,91 et le carnet de commandes⁵ ayant diminué de 5 % comparativement à l'exercice précédent. En outre, les restrictions de voyage vers certains pays et la fermeture des frontières ont eu une incidence sur notre capacité à assurer la formation de certains pilotes internationaux qui ne peuvent pas se rendre dans nos centres de formation.

² Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

³ Un simulateur de vol est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

⁴ Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

⁵ Le carnet de commandes total est une mesure hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Dans le secteur Santé, les clients continuent de concentrer leurs efforts sur la gestion des demandes opérationnelles aiguës découlant de cette crise sanitaire, ce qui s'est soldé par un budget moindre consacré aux activités normales et aux projets de formation. En outre, au fur et à mesure de leur réouverture, les établissements se sont tournés vers l'enseignement à distance et, bien que nous ayons offert de nouvelles solutions d'enseignement à distance, nous avons constaté une réduction de la demande de formation dans les campus universitaires et les hôpitaux, ce qui a entraîné des retards au niveau des activités de formation et des livraisons de simulateurs de patients. Le secteur Santé semble toutefois en bonne position pour tirer parti de l'évolution de l'appréciation de l'importance, de la pertinence et des avantages de la simulation et de la formation en soins de santé, qui aident à sauver des vies.

Tout au long de l'exercice, nous avons pris une série de mesures flexibles pour protéger notre situation financière et préserver les liquidités. Les mesures incluent la réduction des dépenses en immobilisations d'environ 175 millions \$ comparativement à l'exercice 2020, la réduction des investissements en R-D, des mesures strictes de réduction des coûts, un gel des salaires, des réductions salariales temporaires au cours du premier semestre de l'exercice 2021, des semaines de travail réduites, des mises à pied, une suspension de notre dividende par action ordinaire et de notre programme de rachat d'actions en vue de conserver un montant en trésorerie d'environ 160 millions \$, comparativement à des sorties de trésorerie à l'exercice 2020, la négociation de reports de paiements sur certaines obligations au titre des redevances gouvernementales et de la R-D correspondant à environ 35 millions \$, ainsi que la participation aux programmes d'aide gouvernementale auxquels nous étions admissibles, dans le cadre desquels nous avons touché un montant en trésorerie d'environ 135 millions \$ tout au long de l'exercice. Nous avons également travaillé avec nos clients du secteur de la défense de manière à obtenir des paiements d'étapes plus favorables et négocié avec nos fournisseurs pour obtenir des modalités de paiement plus souples.

Regroupements d'entreprises

- Le 16 novembre 2020, nous avons acquis les actions de Flight Simulation Company B.V. (**FSC**) pour une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 105,2 millions \$. FSC est un fournisseur de solutions de formation ainsi que de services de dotation en instructeurs en Europe pour les compagnies aériennes et les transporteurs de fret. Cette acquisition permet à CAE de profiter d'un bassin de clients élargi et de tirer parti d'une entreprise bien établie qui se spécialise dans la formation périodique et qui complète son réseau.
- Le 22 décembre 2020, nous avons acquis les actions de Merlot Aero Limited (**Merlot**) pour une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 31,7 millions \$ et une contrepartie conditionnelle en trésorerie payable à long terme d'un montant maximal de 10 millions \$ US, si certains critères sont atteints. Merlot est un chef de file dans le marché des logiciels de gestion et d'optimisation des équipages pour l'aviation civile basé à Auckland, en Nouvelle-Zélande. Cette acquisition élargit notre expertise au-delà de la formation des pilotes dans le marché grandissant des services numérisés d'optimisation des équipages.
- Le 26 janvier 2021, nous avons acquis les actions de TRU Simulation + Training Canada Inc. (**TRU Canada**), un fabricant de simulateurs de vol et de dispositifs de formation au vol, pour une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 49,6 millions \$. L'acquisition élargit le réseau mondial de simulateurs de vol commerciaux en service et la clientèle de CAE, ainsi que le marché potentiel pour les services de soutien du cycle de vie du simulateur, ajoute des commandes de simulateurs au carnet de CAE, des simulateurs de vol à ses actifs, et lui donne également accès à un certain nombre de compagnies aériennes clientes partout dans le monde.
- Le 1^{er} mars 2021, nous avons annoncé que nous avons conclu une entente définitive pour l'acquisition de L3H MT pour 1,05 milliard \$ US, sous réserve d'ajustements du prix d'achat. L3H MT inclut Link Simulation & Training, Doss Aviation et AMI. Link Simulation & Training est l'un des plus importants fournisseurs de solutions d'entraînement militaire aux États-Unis; Doss Aviation est le fournisseur de l'entraînement initial au vol à la United States Air Force; et AMI est un établissement de conception et de fabrication du matériel destiné aux simulateurs. L'acquisition, si elle est réalisée, élargira notre position en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, indépendamment de la plateforme, en diversifiant notre position de chef de file en formation et simulation dans le domaine aérien, complétant ainsi nos solutions de formation terrestre et navale, et améliorant nos capacités de simulation et de formation dans les domaines spatial et cybernétique. La clôture de

l'acquisition, qui devrait avoir lieu au cours de la seconde moitié de l'année civile 2021, est assujettie aux approbations réglementaires et aux autres conditions habituelles de clôture.

Autres

- Le 6 avril 2020, nous avons annoncé une série de mesures flexibles pour protéger notre situation financière en réaction à la pandémie de COVID-19 et pour atténuer l'incidence sur nos employés. Les mesures incluent la mise à pied temporaire de 2 600 de nos 10 500 employés et l'instauration d'une semaine de travail réduite pour 900 employés additionnels, ainsi que la suspension du dividende sur nos actions ordinaires et de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le 20 avril 2020, nous avons annoncé que nous avons rappelé tous les employés mis à pied temporairement au Canada par l'intermédiaire du programme de Subvention salariale d'urgence du Canada (**SSUC**).
- Le 9 avril 2020, nous avons conclu une nouvelle facilité de crédit renouvelable non garantie de 500,0 millions \$ d'une durée de 2 ans qui nous permet d'accéder à des capitaux supplémentaires et qui renforce notre situation financière.
- Le 10 avril 2020, nous avons conclu un accord avec le gouvernement du Canada pour la conception et la fabrication de respirateurs CAE Air1 qui fourniront un soutien vital aux patients en soins intensifs pendant la pandémie de COVID-19.
- Le 19 mai 2020, nous avons conclu une entente visant à porter de 300,0 millions \$ US à 400,0 millions \$ US la limite de notre programme d'achat de créances.
- Au premier trimestre de l'exercice 2021, nous avons comptabilisé des coûts hors exploitation de 108,2 millions \$, essentiellement au titre de pertes de valeur d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et de certains actifs financiers du fait de l'incidence défavorable persistante de la pandémie de COVID-19.
- Le 12 août 2020, nous avons annoncé que nous adopterions des mesures supplémentaires afin de mieux desservir le marché en optimisant nos actifs et notre présence à l'échelle mondiale, en adaptant notre effectif mondial et en ajustant nos activités en fonction de la baisse attendue de la demande pour certains produits et services. Nous avons annoncé que nous prévoyions comptabiliser des coûts de restructuration de quelque 170 millions \$, lesquels ont été engagés tout au long de l'exercice 2021 et se poursuivront à l'exercice 2022, et réaliser des économies de coûts annuelles récurrentes de l'ordre de 65 à 70 millions \$ d'ici la fin de l'exercice 2022. Nous avons mis en branle le programme de restructuration au deuxième trimestre de l'exercice 2021 et avons engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 124,0 millions \$ au 31 mars 2021.
- Le 30 novembre 2020, nous avons clôturé un placement d'actions public et un placement privé simultané de 16 594 126 actions ordinaires au prix de 29,85 \$ par action, pour un produit brut total de 495,3 millions \$. Le produit tiré du placement d'actions servira aux fins générales de l'entreprise, notamment au financement des acquisitions récemment réalisées dont il est question plus haut et d'autres acquisitions potentielles et occasions de croissance.
- Le 4 mars 2021, nous avons clôturé un placement privé de 22 400 000 reçus de souscription au prix de 31,25 \$ chacun, pour un produit brut global de 700,0 millions \$. Au 31 mars 2021, le produit en trésorerie tiré de l'émission des reçus de souscription aux termes du placement privé était détenu dans un compte soumis à restrictions auprès d'un dépositaire légal dans l'attente de la réalisation de toutes les conditions en suspens ou de leur renonciation avant la clôture de l'acquisition de L3H MT.
- Le 12 mars 2021, nous avons clôturé un placement d'actions public négocié de 10 454 545 actions ordinaires au prix de 34,29 \$ (27,50 \$ US) chacune, pour un produit brut de 358,5 millions \$. Le produit du placement d'actions sera affecté au financement d'une partie du prix d'achat et des coûts connexes liés à l'acquisition de L3H MT.

- Le 29 mars 2021, nous avons acquis une participation de 50 % dans Leonardo CAE Advanced Jet Training Srl moyennant une contrepartie en espèces de 18,7 millions \$. Cette coentreprise soutiendra les activités de l'International Flight Training School (**IFTS**) en Italie en offrant une formation complète sur avion de chasse de l'armée de l'air italienne et aux clients étrangers. La coentreprise fournira des services de soutien à la formation, dont des services de maintenance et de soutien complets pour l'aéronef M-346 et son système d'entraînement au sol, ainsi que l'exploitation des installations de l'IFTS.

Faits saillants de l'exercice 2020

Changements sur le plan de la direction

- Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2019, Rekha Ranganathan a été nommée présidente de CAE Santé, remplaçant Robert Amyot.
- Le 14 août 2019, Marianne Harrison a été nommée au conseil d'administration de CAE.
- Le 31 décembre 2019, Gene Colabatistto, président de groupe, Défense et sécurité a pris sa retraite de CAE.
- Avec prise d'effet le 27 janvier 2020, Todd Probert a été nommé président de groupe, Défense et sécurité.

Regroupements d'entreprises

- Le 26 avril 2019, nous avons acquis la participation résiduelle de 55 % dans Pelesys Learning Systems Inc. (**Pelesys**) moyennant une contrepartie en espèces (déduction faite de la trésorerie acquise) de 4,0 millions \$ et une tranche payable à long terme de 5,7 millions \$. Pelesys est un chef de file mondial en matière de solutions de formation et de didacticiels pour l'aviation.
- Le 26 juin 2019, nous avons acquis les actions de Luftfartsskolen AS, une école de formation initiale au vol située à Oslo, en Norvège, moyennant une contrepartie en espèces (déduction faite de la trésorerie acquise) de 3,5 millions \$. Cette acquisition étend nos capacités de formation des élèves-pilotes en Europe.

Autres

- En février 2020, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à des fins d'annulation, d'au plus 5 321 474 de nos actions ordinaires émises et en circulation pendant une période de un an se terminant le 24 février 2021.
- Le 4 novembre 2019, nous avons conclu une entente exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires d'une durée de 15 ans avec des entreprises affiliées de Directional Aviation Capital et l'acquisition d'une participation de 50 % dans SIMCOM Holdings, Inc., qui exploite une large gamme de simulateurs et de dispositifs de formation pour avions à réaction, à turbopropulseurs et à pistons.
- En décembre 2019, nous avons émis des billets de premier rang non garantis de 100,0 millions \$ US venant à échéance en décembre 2034 et remboursés des billets de premier rang non garantis de 95,0 millions \$, lesquels sont venus à échéance au cours de ce même mois.

Faits saillants de l'exercice 2019

Changements sur le plan de la direction

- Le 14 août 2018, le conseil d'administration a nommé l'honorable John P. Manley, CP, OC, en qualité de président du conseil après l'assemblée annuelle des actionnaires de 2018 de CAE. M. Manley a succédé à M. James F. Hankinson qui a pris sa retraite le 14 août 2018, après avoir agi à titre d'administrateur depuis 1995 et à titre de président du conseil d'administration depuis 2013.

Regroupements d'entreprises

- Le 31 juillet 2018, nous avons acquis les actions d'Alpha-Omega Change Engineering Inc. (AOCE) moyennant une contrepartie en espèces de 34,4 millions \$ sous réserve des ajustements du prix d'achat liés au fonds de roulement. AOCE est un fournisseur de services d'entraînement d'équipages, de tests opérationnels et d'évaluation, ainsi que de services de soutien technique au ministère de la Défense américain (**DoD**) et au service de renseignement des États-Unis.
- Le 30 janvier 2019, dans le cadre d'une entente d'impartition exclusive de services de formation d'une durée de 15 ans, nous avons acquis auprès d'Avianca sa participation de 50 % dans Avianca-CAE Flight Training, coentreprise de formation récemment constituée, ainsi que les actifs de formation d'Avianca moyennant une contrepartie en espèces de 50,1 millions \$.
- Le 7 mars 2019, nous avons acquis les actions de Logitude Oy (**Logitude**) moyennant une contrepartie totale de 8,7 millions \$. Logitude conçoit et développe des solutions logicielles liées à la gestion de la formation au vol, de la formation des équipages et des dossiers de formation, y compris des programmes de formation fondée sur les faits.
- Le 13 mars 2019, nous avons acquis la division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier moyennant une contrepartie en espèces de 709,9 millions \$, sous réserve des ajustements du prix d'achat principalement liés au fonds de roulement. Cette acquisition a élargi notre position dans le secteur de la formation pour l'aviation d'affaires.
- Le 27 mars 2019, nous avons acquis la participation résiduelle de 50 % dans la coentreprise CAE Flight Training (India) Private Limited et une participation additionnelle de 25 % dans la coentreprise CAE Simulation Training Private Limited en Inde moyennant une contrepartie en espèces de 31,5 millions \$.

Autres

- Au cours du premier trimestre de l'exercice 2019, nous avons formé SkyAlyne Canada Inc., une coentreprise avec KF Aerospace qui se concentre sur le développement et la prestation de solutions d'entraînement de renommée mondiale destinées aux pilotes et aux équipages militaires au Canada.
- Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2019, nous avons renouvelé la convention collective du groupe d'employés de Montréal (Canada). Depuis lors, nous avons mené à bien notre investissement dans le matériel de production, qui a été mis en service au cours de l'année civile 2019, et la convention collective en vigueur le 20 juin 2018 a été prorogée de un an, pour une période totale de cinq ans se terminant le 19 juin 2023.
- Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2019, nous avons annoncé notre intention d'investir 1 milliard \$ en R-D au cours des cinq années suivantes, notamment dans le Projet Intelligence Numérique (**PIN**). L'objectif de PIN est de développer des solutions de formation de prochaine génération pour les secteurs de l'aviation, de la défense et sécurité et de la santé qui mettront à profit les technologies numériques. Les gouvernements du Canada et du Québec ont accepté de participer au PIN en investissant des montants en partie remboursables de 150,0 millions \$ et de 47,5 millions \$, respectivement.
- Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019, nous avons convenu de monétiser nos obligations de paiement de redevances futures en vertu d'un programme de fournisseur autorisé de formation avec Bombardier, que nous avons prolongé jusqu'en 2038. En décembre 2018, nous avons conclu l'opération de monétisation, qui a donné lieu à des sorties de fonds de 202,7 millions \$.
- Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019, nous avons conclu une entente visant l'émission d'une série de billets de premier rang non garantis de 550,0 millions \$ US au moyen d'un placement privé afin de financer l'acquisition de la division BAT de Bombardier et de refinancer d'autres obligations existantes. Nous avons également conclu des emprunts à terme totalisant 150,0 millions \$ US.

- En février 2019, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, aux fins d'annulation, d'au plus 5 300 613 de nos actions ordinaires émises et en circulation sur une période de un an prenant fin le 24 février 2020.
- En mars 2019, nous avons réalisé le refinancement de billets de premier rang non garantis échéant en août 2021 en reportant leur échéance en mars 2033 et en augmentant leur capital de 50,0 millions \$ US.

4. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

4.1 Notre stratégie

Les huit piliers de force de CAE

Nous sommes d'avis que huit forces fondamentales sous-tendent notre stratégie et notre stratégie d'investissement :

- Haut niveau d'activités récurrentes;
- Chef de file de l'industrie bénéficiant d'un fossé concurrentiel solide;
- Espace pour croître dans les grands marchés;
- Leader d'opinion sur le plan technologique et de l'industrie;
- Possibilité de croissance composée et de rendements plus importants à long terme;
- Culture d'innovation, pouvoir d'agir, excellence et intégrité;
- Excellente équipe diversifiée ayant un impact social unique sur la sécurité;
- Solide situation financière et modèle d'affaires qui génère d'importantes liquidités.

De plus amples renseignements concernant la stratégie de CAE se trouvent dans le rapport de gestion de 2021 de CAE sous la section 3.4 intitulée « Notre stratégie » qui est intégrée par renvoi aux présentes.

4.2 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation et de soutien opérationnel à immersion numérique à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO), et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine et de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales, des organismes de santé publique et des fabricants OEM.

Incidence de la pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 a créé une incertitude sans précédent dans l'économie mondiale, l'industrie mondiale du transport aérien, le transport aérien de passagers et les activités de CAE. De plus amples renseignements concernant l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les activités de CAE au cours de l'exercice 2021 se trouvent sous la section intitulée « INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 » sous la section 3.5 du rapport de gestion de 2021 de CAE, qui est intégrée par renvoi aux présentes.

Marché de l'aviation civile

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des logiciels de gestion, de solutions d'activités de formation et d'optimisation des équipages de bout en bout.

De plus amples renseignements concernant le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile de CAE, y compris les facteurs déterminants du marché et les facteurs de rentabilité se trouvent sous la section intitulée « MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE » sous la section 3.5 du rapport de gestion de 2021 de CAE, qui est intégrée par renvoi aux présentes.

Marché de la défense et de la sécurité

Nous sommes un fournisseur de solutions d'entraînement et de soutien aux missions pour les forces de défense dans le cadre d'opérations multidomaines, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

De plus amples renseignements concernant le secteur Défense et sécurité de CAE y compris les facteurs déterminants du marché et les facteurs de rentabilité se trouvent sous la section intitulée « MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ » sous la section 3.5 du rapport de gestion de 2021 de CAE, qui est intégrée par renvoi aux présentes.

Marché des soins de santé

Nous fournissons des solutions intégrées d'enseignement et de formation, dont la simulation chirurgicale et d'échographie, des programmes de formation, des plateformes de gestion de centres et des supports audiovisuels ainsi que des simulateurs de patients, aux étudiants du domaine de la santé et aux professionnels cliniques tout au long de leur cycle professionnel.

De plus amples renseignements concernant le secteur Santé de CAE, y compris les facteurs déterminants du marché et les facteurs de rentabilité se trouvent sous la section intitulée « MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ » sous la section 3.5 du rapport de gestion de 2021 de CAE, qui est intégrée par renvoi aux présentes.

4.3 Vue d'ensemble et tendances de l'industrie

Les marchés de l'aviation civile, de défense et sécurité et des soins de santé que CAE dessert sont influencés par des facteurs qui leur sont propres. Puisque tous les marchés de l'aviation civile, de défense et sécurité et des soins de santé ont subi les incidences de la pandémie, nous estimons que certaines tendances émergeront avec une plus grande force après la pandémie de COVID-19, comme l'apprentissage en ligne, le travail à distance, l'impératif que représente la sécurité et la transformation numérique et la virtualisation du monde physique. Les capacités fondamentales de CAE s'harmonisent très bien avec ces besoins futurs et nous utiliserons la période actuelle pour raffermir davantage notre expertise technologique.

CAE estime que le marché de l'aviation civile est très sensible au produit intérieur brut mondial, qui, à son tour, a une incidence sur les voyages aériens mesurés en fonction des passagers-kilomètres payants (PKP). La croissance des

PKP doit être compensée par la livraison d'aéronefs, qui s'ajoutent à la flotte existante en tenant compte de son usure. À mesure que le marché de l'aviation civile continuera de se remettre des répercussions de la COVID-19, l'incidence financière de la diminution du taux d'utilisation de la formation, du ralentissement de la production, de la réduction des commandes et des livraisons, et des autres perturbations devrait demeurer défavorable aux activités et à la situation financière de l'exercice qui s'amorce par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. Cependant, avec l'augmentation du trafic commercial et d'affaires, l'exercice qui s'amorce devrait montrer des améliorations par rapport à l'exercice 2021. Notre reprise demeure toutefois fortement tributaire du moment et du rythme auxquels les interdictions de voyage et les quarantaines pourront éventuellement être levées en toute sécurité et auxquels les activités normales reprendront. D'autres facteurs influent sur le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, notamment la nature, la taille et la composition des flottes d'aéronefs, les calendriers de livraison d'aéronefs, l'évolution des effectifs de pilotes, les exigences en matière d'attestation, la demande du marché pour le trafic aérien commercial et d'affaires et le transport par hélicoptère; ces deux derniers facteurs étant eux-mêmes modulés par les bénéfices dégagés par les sociétés dans les secteurs du pétrole et du gaz. La section 3.5 du rapport de gestion de 2021 de CAE offre plus de renseignements sur les tendances et la perspective du marché de l'aviation civile.

CAE estime que le marché de la défense et sécurité est particulièrement sensible à l'effet conjugué des dépenses de défense et de la nature des activités militaires. La demande pour les produits et services de défense de CAE dépend aussi de la mesure dans laquelle les gouvernements à l'échelle mondiale préfèrent confier des fonctions au secteur privé. Par suite de la pandémie de COVID-19, il y a eu des retards dans l'octroi de nouveaux contrats, car les organismes gouvernementaux chargés de l'approvisionnement fonctionnent à un rythme réduit et les autorités gouvernementales suivent les directives de leur pays respectif en matière de confinement et de restrictions en matière de voyage. Ces retards continuent à avoir une incidence sur les prises de commandes⁶ et, bien que nous ayons obtenu plusieurs contrats stratégiques au cours de l'exercice considéré, nous prévoyons que les processus d'approvisionnement du secteur de la défense, déjà très longs, entraîneront des retards continus dans l'octroi de contrats additionnels jusqu'à ce que les interdictions de voyager, les restrictions d'accès et les mesures de quarantaine puissent être levées en toute sécurité et que les activités normales de mobilisation des clients reprennent, ce qui influera sur le rythme auquel les commandes pourront être converties en produits des activités ordinaires pour l'exercice qui s'amorce. En outre, notre secteur Défense est influencé par le degré d'acceptation par le marché des solutions de formation synthétique et de répétition de missions, en sus ou en remplacement de l'entraînement réel incluant, par exemple, des vols réels. La section 3.5 du rapport de gestion de 2021 de CAE offre plus de renseignements sur les tendances et la perspective du marché de la défense.

CAE estime que le marché des soins de santé est influencé par l'intérêt accru que suscitent les systèmes de soins de santé et par le fait que les hôpitaux sont de plus en plus rémunérés sur la base de la sécurité des patients, des erreurs médicales et des résultats. Nous croyons que l'évolution de cette situation en Amérique du Nord et l'accent mis sur la qualité dans les marchés internationaux laissent présager un avenir prometteur pour les besoins en solutions de formation. Nous constatons également que le cadre réglementaire s'oriente de plus en plus vers une meilleure acceptation des systèmes de formation fondés sur la simulation versus le système actuel d'apprentissage en milieu de travail sous la supervision de cliniciens expérimentés. De même, CAE estime que l'introduction de technologies médicales de rupture aura une incidence sur la vitesse à laquelle les solutions de formation fondées sur

⁶ Les prises de commandes sont une mesure hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

la simulation seront adoptées. Les nouveaux dispositifs médicaux et les procédures de pointe, comme les valves cardiaques percutanées, les stimulateurs cardiaques, les interventions rachidiennes complexes, les dispositifs d'assistance cardiaque et l'amélioration des techniques de ventilation mécanique, nécessitent des solutions de formation évoluées, comme la simulation, pour l'élaboration de produits à l'interne et la formation des clients. La section 3.5 du rapport de gestion de 2021 de CAE offre plus de renseignements sur les tendances et la perspective du marché des soins de santé.

4.4 Innovation et recherche et développement (R-D)

Vue d'ensemble

Les 74 années d'histoire de CAE ont été marquées par plusieurs innovations. Nous continuons à stimuler cette culture en appliquant intelligemment la technologie et l'innovation pour nous aider à soutenir les besoins de nos clients.

Nous sommes un partenaire de choix en formation à la fine pointe de la technologie et nous sommes ravis de la direction que nous prenons en tant que société de haute technologie et des capacités que nous apportons aux marchés de l'aviation civile, de la défense et sécurité et de la santé à l'échelle mondiale. Notre gamme complète de solutions nous aide à fournir des produits, des solutions et des services davantage immersifs et efficaces.

Les huit piliers de la stratégie de croissance de CAE reposent sur deux éléments fondamentaux : le leadership technologique et la profonde culture d'innovation. La crise de la COVID-19 a accéléré et mis en avant-plan les capacités dynamiques et la résilience de CAE, lesquelles se sont manifestées par son aptitude à saisir les nouvelles occasions, et à transformer et à reconfigurer ses compétences internes en vue de développer et de saisir ces nouvelles occasions de marché.

Tendances technologiques sectorielles

Les tendances fondamentales au sein du secteur aéronautique, soit la transformation numérique des activités, la décarbonisation de l'industrie, ainsi que les plateformes de mobilité future, sont demeurées les priorités du secteur. Néanmoins, de nouvelles priorités immédiates comme les activités et les interactions à distance, ainsi que la confiance des passagers en leur expérience de voyage ont émergé et ont été accélérées par la pandémie. De nouveaux venus dans les secteurs de la logistique et du transport développent des plateformes destinées à la mobilité aérienne urbaine et lancent l'utilisation de drones pour des applications commerciales, une tendance qui contribue à l'accélération des cycles de développement et qui est soutenue par des investissements importants dans ce secteur prometteur. La propulsion électrique, les aéronefs alimentés à l'hydrogène et les carburants durables se retrouvent aussi sur les planches à dessin de plusieurs démonstrateurs technologiques et dans les plans stratégiques du secteur aéronautique portant sur la décarbonisation des vols.

Les tendances technologiques émergentes du secteur Défense ont été propulsées par le besoin de grands ensembles de données opérationnelles et de formation devant être traitées, intégrées et rendues disponibles aux fins d'utilisation en temps réel. Des vues opérationnelles communes entre les ensembles de données multicouches en temps réel sont intégrés au sein des systèmes de formation interopérables à grande échelle. Des jumeaux numériques dans un monde synthétique immersif sont assemblés afin d'établir des ponts entre les activités, l'information, la formation et la planification en temps réel. Les questions de pénurie de pilotes et de cycles de formation des pilotes demeurent une priorité dans le contexte des défis que posent les plateformes complexes des avions de chasse de cinquième génération.

La technologie appliquée à la prestation de soins de santé à l'échelle mondiale a occupé le premier plan pendant cet exercice inédit marqué par la COVID-19, en tant que l'un des principaux changements technologiques mondiaux. Nous avons assisté à l'essor des services de télémédecine propulsé par les exigences en matière d'isolement imposées par la pandémie et nous avons aussi été témoins de l'utilisation des technologies des mégadonnées dans la lutte contre la pandémie. De plus, nous avons vu dans quelle mesure les respirateurs, l'équipement de protection, les tests de dépistage et les vaccins se sont tous hissés aux sommets des priorités des gouvernements en tant qu'impératifs sur le plan de la souveraineté nationale et de l'état de préparation.

Résilience de l'innovation durant la pandémie de COVID-19

Au cours de cet exercice inédit marqué par la COVID-19, CAE s'est appuyée sur deux forces puissantes : nos employés hautement compétents sur lesquels nous avons misé et la vaste expertise technologique de CAE. Il s'agit des deux catalyseurs clés qui ont permis à CAE de se transformer en un temps record. Grâce à ces deux forces, nous avons effectué un virage et développé des solutions novatrices en réponse à la pandémie. Nous avons investi dans la planification, le perfectionnement et les outils, et nous avons créé des occasions qui ont maintenu à l'emploi des centaines d'employés hautement compétents. Nous avons également planifié et développé de nouveaux produits et services pour faire face aux tendances sectorielles actuelles et futures.

Pour faire en sorte que CAE et ses clients demeurent opérationnels pendant la crise, nous avons développé des capacités à distance destinées à l'exploitation des centres de formation. Ces nouvelles capacités englobent un nouveau système de simulation de vol qui permet aux instructeurs de vol de travailler à l'extérieur de l'avion ou à distance, depuis une autre ville par exemple, afin de mener une séance de formation complète et de superviser la formation des pilotes et des copilotes, ainsi que leur rendement.

Les technologies à distance ont aussi été mises à profit pour développer des systèmes et, compte tenu des défis liés à la pandémie et des restrictions de voyage connexes, déployer et certifier les simulateurs de vol. Des systèmes de téléprésence et de contrôle des simulateurs à distance ont également été fournis à nos clients et aux organismes de réglementation supervisant le processus de certification et d'attestation dans le but de poursuivre l'installation de simulateurs de vol et d'obtenir l'approbation des équipes à distance travaillant en collaboration, de façon sécuritaire, depuis différents emplacements dans le monde.

Ces solutions et systèmes novateurs mettent à contribution le leadership de CAE en matière de technologie appliquée aux systèmes de formation et ses capacités de réseautage infonuagique évoluées. Les capacités de CAE en matière de mégadonnées liées à son système de données en temps réel et d'évaluations normalisées (**CAE Rise^{MC}**) complétées par des algorithmes d'intelligence artificielle spécialisés fournissent une formation sur la sensibilisation aux différentes situations d'un niveau inégalé, ce qui permet de pallier le problème de présence à distance et d'assurer la qualité de la supervision de la formation et des activités connexes. Les autorités de l'aviation ont salué ces innovations révolutionnaires, puisque ces dernières ont atténué l'incidence de la crise de COVID-19 sur les professionnels clés de l'industrie de l'aviation et elles ont ouvert la voie à une plus grande efficacité future quant aux processus et à la surveillance des autorités de réglementation.

Au cours de cette année, nous avons non seulement ajouté ces capacités à distance à nos produits, mais nous avons aussi continué à tirer parti de la stratégie de développement des capacités logicielles de CAE en investissant dans un environnement logiciel moderne DevOps à l'intention de nos employés au sein du groupe Ingénierie mondiale. Ces capacités évoluées ont permis à CAE, dès le début de la crise de COVID-19, de garder ses employés en sécurité à la maison pour qu'il poursuive leurs activités sans interruptions. Le nuage DevOps a également accéléré le rythme de la collaboration entre les établissements mondiaux de CAE et les partenaires, collaborateurs et fournisseurs externes.

Programmes d'innovation et de R-D

Depuis longtemps, CAE mène des programmes de R-D de grande envergure dans les domaines de la modélisation et de la simulation des produits et services de formation dans les secteurs de l'aéronautique et de la santé. Le développement de produits et de services innovateurs qui nécessitent un degré élevé de R-D est inscrit dans l'ADN de CAE. CAE se classe constamment parmi les 20 premières sociétés canadiennes en ce qui a trait aux investissements en R-D. Nous concentrons d'importantes ressources dans des domaines tels que l'analyse des données, l'intelligence artificielle et d'autres domaines qui sont tous axés sur l'immersion numérique qui aidera nos clients à atteindre leur meilleur rendement.

Au cours de l'exercice 2019, CAE a annoncé qu'elle investirait 1 milliard \$ pendant cinq ans dans un programme d'innovation pour demeurer à l'avant-garde du secteur mondial de la formation. Le Projet Intelligence numérique transforme les produits et les services de CAE dans le but de tirer parti des technologies numériques, allant des mégadonnées à l'intelligence artificielle, en passant par l'infonuagique, la cybersécurité et la réalité

augmentée/virtuelle. CAE continue à développer ses technologies de formation de prochaine génération pour l'aviation, la défense et sécurité, et la santé, tout en recourant à son réseau étendu de formation et à son vaste écosystème de données. En vertu du Projet Intelligence numérique, CAE a créé de solides partenariats avec l'écosystème de l'innovation, dont les fabricants OEM, les petites et moyennes entreprises et les partenaires de collaboration, comme les universités, les collèges et les centres de recherche qui continuent à contribuer au succès du Projet Intelligence numérique.

En avril 2020, CAE a lancé Genèse-2, un programme nécessitant un niveau élevé d'innovation qui vise précisément à permettre au secteur Santé de consolider son positionnement face aux occasions et aux demandes émergentes du marché hautement dynamique d'aujourd'hui. En vertu de ce programme, le secteur Santé accélérera le développement de produits et de technologies ultramodernes de simulation en soins de santé. Nous développons de nouveaux simulateurs de patients et de nouveaux modules destinés aux simulateurs d'intervention chirurgicale, et nous élargissons l'étendue des pathologies et des conditions médicales que nos produits prennent en charge tout en répondant aux besoins de nos clients et en établissant des partenariats avec des fabricants d'équipement médical. Nous intégrons également de nouvelles technologies dans nos plateformes existantes pour assurer aux professionnels de la santé un accès à une formation fondée sur la simulation de renommée mondiale.

En mars 2021, CAE a également lancé son projet collaboratif en R-D pour le développement de l'« aéronef pour la mobilité numérique et durable de demain ». Dans le cadre de cette initiative, CAE et ses partenaires accéléreront le développement technologique, la transformation numérique et la connaissance destinés à l'avancement des futures technologies d'aéronef, comme l'aéronef électrique et la propulsion hybride, ainsi que l'avancement du développement des infrastructures et services connexes.

Points forts de l'innovation à l'échelle des secteurs d'activité de CAE

L'intelligence artificielle et les mégadonnées, aux fins des services de formation que CAE fournit et découlant de ceux-ci, demeurent des sujets de transformation stratégique hautement prioritaires du plan technologique de R-D de CAE. Le développement d'algorithmes d'intelligence artificielle à partir de données générées durant le long parcours de formation des pilotes est au cœur de la formation aéronautique future marquée par un changement de paradigme vers les observations et les éléments probants axés sur les données. La gamme de produits logiciels CAE Rise^{MC} a été élargie par l'ajout de nouveaux algorithmes d'intelligence artificielle offrant des connaissances approfondies en matière d'évaluation des formations aux instructeurs de vol et aux gestionnaires de formation. CAE continue à façonner l'avenir de la formation au moyen d'innovations apportées par les produits CAE Rise^{MC} qui améliorent la qualité, l'objectivité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances inexploitées, axées sur les données au parcours de formation des professionnels de l'aviation.

La transformation numérique de CAE, qui a débuté sous le Projet Intelligence numérique au cours de l'exercice 2019, s'est poursuivie à un rythme accéléré, soutenue par une orientation stratégique claire. Les processus d'interactions avec les clients clés aux centres de formation de CAE qui ont trait aux réservations, à l'enregistrement, à la livraison de didacticiels, aux avis d'évaluation et à la délivrance des attestations ont pris le virage numérique dans le but d'offrir une expérience client et une expérience utilisateur améliorées. Le lancement de la nouvelle solution numérique ultramoderne de CAE, l'application d'autorisation de formation et de vérification électronique (**eTCA**), en vue de mieux gérer les demandes de réservations aux centres de formation pour l'aviation d'affaires, s'est révélé un jalon important de cette transformation numérique. CAE a aussi développé et lancé CAE Airside^{MC}, une nouvelle plateforme numérique et une communauté en ligne pour les pilotes. Airside^{MC} offre des outils de carrière et de formation visant à soutenir les pilotes pendant la pandémie de COVID-19 et tout au long de leur carrière. L'équipe Accélérateur numérique de CAE, établie au campus de l'innovation de la Société à Montréal, a conçu et développé cette nouvelle plateforme numérique après avoir mené un sondage auprès de 3 000 pilotes en avril 2020.

La forte demande découlant du marché émergent de l'aéronef eVTOL (aéronef électrique à décollage et atterrissage verticaux) pour les technologies de simulation a créé de nouvelles occasions d'affaires en matière de développement de produits et services connexes dans le plan de R-D de CAE. Les produits et services Augmented Engineering Environment de CAE utilisés dans le cadre des programmes de développement de prototypes d'aéronefs, comme le A220, nous ont procuré un avantage au chapitre des capacités et des offres de service à l'écosystème émergent de fabricants OEM d'eVTOL qui leur sera utile dans le cadre des activités de développement du simulateur d'ingénierie;

ils pourront tirer parti des solutions de simulation et de la vaste expertise de CAE dans ce domaine. Les solutions technologiques de CAE, jumelées à cet impressionnant savoir-faire en ingénierie aéronautique, permettent aux fabricants OEM d'eVTOL d'accélérer le cycle de vie du développement, de réduire au minimum leurs risques et de tirer parti des meilleures solutions de formation des pilotes disponibles sur le marché. Les technologies de réalité mixte innovatrices et ultramoderne de notre gamme de produits du secteur Défense sont aussi mises à contribution dans ce nouveau secteur pour favoriser la maturité des solutions tôt dans le cycle de vie du développement.

Les technologies destinées au monde immersif synthétique de CAE continuent de faire partie intégrante de notre position de chef de file dans le marché mondial de la Défense et sécurité. Notre leadership d'opinion en matière de développement d'un cadre de normalisation pour les données géospatiales a été reconnu et la norme a été adoptée par l'Open Geospatial Consortium (**OGC**) et par la National Geospatial Agency des États-Unis et l'Information Technology Standards Registry du DoD (**DISR**) des États-Unis. Parallèlement aux éléments fondamentaux susmentionnés, CAE transforme ses solutions immersives synthétiques en s'appuyant sur les solutions logicielles infonuagiques à la fine pointe de l'industrie du jeu vidéo. Les technologies destinées aux infrastructures infonuagiques et les solutions logicielles des moteurs de jeu traditionnels ont repoussé les limites de l'échelle et de la taille des mondes immersifs synthétiques à un niveau inégalé. Ce virage technologique augmente considérablement le niveau et la facilité de l'interopérabilité entre les établissements de formation et les dispositifs en activité. En outre, des synergies importantes ont été réalisées dans le cycle du développement grâce au vaste écosystème mondial de développeurs de jeux présent dans plusieurs marchés verticaux commerciaux et industriels et qui émergent du développement de l'industrie du jeu vidéo. Un exemple simple pour illustrer cette synergie : l'intégration des ensembles de données géospatiales, des utilitaires logiciels de rendu graphique intégrés et des algorithmes d'intelligence artificielle qui sont maintenant les piliers technologiques communs dans plusieurs secteurs d'activités axés sur la conception de solutions spécialisées en environnements immersifs synthétiques.

CAE a poursuivi le développement de la nouvelle solution d'affichage visuel 3D de la MR e-Serie en tête de l'industrie, qui offre un système visuel complet et clé en main conçu expressément pour l'entraînement sur avion de chasse et jet rapide. Il comprend un système d'écran dôme à 360 degrés à rétroprojection, des projecteurs laser et des générateurs d'image CAE Medallion de toute dernière génération, offrant des capacités de rendu tridimensionnel. Les systèmes d'affichage de la MR e-Serie issus de la première production ont fait l'objet d'essais d'acceptation en usine concluants avec le client final.

Le développement de la solution CAE TRAX Academy, qui a été lancée en décembre 2019 dans le cadre du salon Interservice/Industry Training, Simulation, and Education Conference (**IITSEC**), a été accéléré en raison des récents contrats octroyés à CAE par la Defense Innovation Unit (**DIU**) des États-Unis. La solution CAE TRAX Academy consiste en un programme de formation intégrée et avancée conçu pour offrir un rendement plus rapide et plus efficace en matière d'entraînement des élèves-pilotes militaires. Cette solution tire parti du simulateur CAE Sprint Virtual Reality (**VR**) alimenté par des technologies de réalité mixte d'avant-garde. Ce système de formation est conçu afin de permettre l'apprentissage au rythme de chacun dans un environnement virtuel, immersif et haute-fidélité. Les éléments fondamentaux de ce système d'entraînement profitent également au marché émergent de la formation eVTOL, produisant des synergies et des efficacités dans le cadre des activités de développement et d'ingénierie.

En réponse à la crise de la COVID-19, nous avons entrepris le développement complet, la certification et la production à volume élevé d'un respirateur destiné aux patients hospitalisés aux soins intensifs, le dispositif médical CAE Air1. L'architecture novatrice du respirateur CAE Air1 réunit les technologies clés de CAE en matière d'ingénierie de système, de systèmes pneumatiques, en systèmes informatiques en temps réel construits sur mesure et en interfaces homme-machine complexes. La conception de ce respirateur évolué haut de gamme a aussi reçu la certification de Santé Canada et de la Food and Drug Administration des États-Unis. Des milliers d'unités ont été conçues, développées et construites pour le gouvernement du Canada, testées et acceptées par lui et livrées à ce dernier pendant l'exercice 2021.

La capacité d'innovation de CAE ne s'est pas arrêtée là; nous avons été en mesure d'adapter une grande partie de nos connaissances, de notre expertise et de nos actifs de fabrication de pointe. Tout en continuant à nous réinventer, nous avons lancé plusieurs autres initiatives pour contribuer à la lutte contre la COVID-19. Nous avons développé et offert du matériel de formation médicale en ligne gratuit dans le but de préparer les travailleurs de la santé à lutter

contre la pandémie. Nous avons également développé l'application mobile CAE Injection, une solution de formation conçue afin d'accélérer les efforts de vaccination contre la COVID-19 et d'améliorer l'uniformité et les pratiques sécuritaires tout en réduisant au minimum la variabilité de la formation et les erreurs de vaccination. En outre, les efforts déployés dans le cadre du projet de fabrication du respirateur et les leçons que nous en avons tirées, la conception du système médical, le développement des capacités de fabrication à volume élevé d'équipement médical et les changements connexes apportés au système de la qualité ont créé de nouvelles occasions d'affaires dans ce secteur : CAE a signé un premier contrat visant l'assemblage et le développement des assainisseurs d'air PYURE au moyen de la technologie développée par PYURE dont la capacité à détruire considérablement le virus de la COVID-19 dans l'air et sur les surfaces a été démontrée par un laboratoire scientifique certifié indépendant américain. Le secteur Santé a aussi collaboré avec Area9 Lyceum, chef de file mondial en formation adaptative, pour fournir aux cliniciens un cours d'appoint adaptatif sur le respirateur pendant la COVID-19. Le cours comprend des modules qui couvrent les principes de base en physiologie respiratoire et en respiration mécanique, ainsi que les objectifs des soins aux patients atteints de la COVID-19. De plus, le cours a été homologué par l'American Heart Association afin que la formation puisse être dispensée à l'échelle mondiale. Au cours de l'exercice 2021, le secteur Santé a aussi lancé une gamme de formation sur l'échographie des poumons au chevet des patients aux prises avec des complications de la COVID-19. Également, le secteur Santé a soutenu le développement du respirateur VITAL de la NASA dans le cadre de la contribution de la NASA à la lutte contre la COVID-19. La NASA a mis à l'essai le respirateur VITAL au moyen du simulateur CAE HPS, un simulateur de patients haute-fidélité pour les soins anesthésiques, les soins respiratoires et les soins intensifs.

Innovation dans l'ensemble des activités de CAE

CAE a également lancé deux projets majeurs de transformation au cours de l'exercice 2021 en vue de renforcer sa position en tant qu'entreprise de haute technologie et de mettre en place des processus afin qu'elle émerge de la crise de la COVID-19 plus forte qu'avant, tandis que nous nous préparons pour l'avenir. Le projet Crossroad consiste en plusieurs projets sous une initiative cadre transversale dont l'objectif est de renforcer l'avantage concurrentiel de CAE ainsi que notre position en tant qu'entreprise de haute technologie pour mieux répondre aux besoins de nos clients. La transformation qu'apportera le projet Crossroad se déroulera sur une période de deux ans et elle comporte deux volets, soit le volet tactique : biens immobiliers et maximisation des investissements, et le volet stratégique : activités et virage numérique. Le projet Crossroad permettra à CAE de s'appuyer sur un modèle d'exploitation plus agile et d'améliorer son positionnement sur le marché en se concentrant sur les flux de travail, les processus et les technologies. Le second projet est le projet Phoenix, soit un projet d'amélioration continue d'un an qui aborde les processus propres au secteur Défense et dont les possibilités d'amélioration seront étendues à l'échelle de l'entreprise, au besoin.

CAE a mis en place des technologies de pointe au sein de nos processus et de nos activités qui incluent la transformation numérique et l'optimisation de nos activités de fabrication et d'approvisionnement, et de l'infrastructure TI connexe. Nous nous concentrons sur l'amélioration de l'expérience numérique que nous offrons à nos clients au moyen d'un portail de prochaine génération et d'un système de soutien à la maintenance. CAE a créé un partenariat avec la supergrappe Scale AI du Canada visant à intégrer l'intelligence artificielle dans nos activités liées à notre chaîne d'approvisionnement. CAE et ses partenaires de projet travaillent en collaboration en vue de développer des capacités pour réduire les temps du cycle de production, réduire au minimum les stocks et améliorer le délai de commercialisation des produits.

Enfin, CAE continue à se positionner comme un chef de file dans la recherche collaborative au Canada, grâce à des partenariats avec plus de 50 universités, centres de recherche et autres institutions post-secondaires dans le but de faire progresser les projets de recherche et développement qui s'harmonisent à notre plan stratégique. De plus, nous continuons à collaborer avec des accélérateurs et des incubateurs technologiques, qui sont aussi des membres actifs de diverses associations et réseaux. Par l'intermédiaire de ces partenariats, nous développons des technologies de pointe, nous avons accès à un savoir-faire de renommée mondiale et nous faisons progresser le perfectionnement des compétences à CAE et au sein des écosystèmes plus larges d'innovation et de formation et d'éducation.

4.5 Fabrication et services

CAE fournit une gamme complète de solutions comportant des produits et services pour répondre aux besoins opérationnels de formation et aux besoins opérationnels critiques de nos clients, qui sont répartis à l'échelle de notre vaste réseau de formation mondial.

Fabrication

Les installations de fabrication et d'assemblage de CAE sont situées à Montréal (Canada), à Tampa (États-Unis), à Sarasota (États-Unis) et à Stolberg (Allemagne).

La majeure partie des activités de fabrication et d'intégration pour les secteurs Solutions de formation pour l'aviation civile et Défense est menée aux installations de CAE à Montréal et certains travaux connexes d'intégration et de mise à niveau sont également réalisés aux installations de Tampa et de Stolberg. L'établissement de Tampa effectue l'intégration des systèmes militaires et des essais de l'équipement de simulation destiné aux contrats conclus avec l'armée américaine. Les principales activités de fabrication et d'intégration pour les produits du secteur Santé sont menées dans les installations de CAE à Sarasota.

La pandémie de COVID-19 a eu une incidence majeure sur l'industrie de l'aviation et, par conséquent, sur les activités de CAE. Cette incidence a été atténuée par le contrat de fabrication du respirateur CAE Air1 pour le gouvernement du Canada et le contrat subséquent de fabrication d'assainisseurs d'air avec PYURE. Des pans entiers de l'installation de fabrication ont été convertis en cellules de fabrication, d'assemblage et d'essai intelligentes/connectées 4.0 certifiées pour la fabrication de dispositifs médicaux. Les processus de certification industrielle visant les dispositifs médicaux ont été établis. La certification ISO 13485, le système de gestion de la qualité requise pour fabriquer des dispositifs médicaux, a été octroyée à CAE pendant les audits de suivi de l'exercice 2021. À lui seul, le contrat de fabrication du respirateur CAE Air1 a protégé plus de 3 000 emplois partout au Canada au sein de l'écosystème de la chaîne d'approvisionnement établi par CAE en soutien au contrat.

L'axe central de l'installation de fabrication chez CAE a été transformé dans un temps record pour devenir le moteur de fabrication destiné au développement du respirateur CAE Air1. La zone visée de 24 240 pieds carrés de l'aire de fabrication est devenue le centre de fabrication du respirateur CAE Air1 entièrement équipé de centres de commandes, d'intégration, d'assemblage, de rodage, d'assemblage final et de nombreuses autres sous-sections.

L'investissement que nous avons fait au cours de l'exercice 2020 dans des technologies d'avant-garde 4.0 liées à nos processus et à nos activités d'exploitation a grandement contribué à notre agilité à nous réajuster efficacement à la réduction des volumes de produits de formation et à plonger dans la fabrication de grands volumes de dispositifs médicaux.

Nous avons fait des investissements notamment dans de l'équipement d'automatisation de la fabrication, dans des outils logistiques en soutien à la chaîne d'approvisionnement et en IA qui ont amélioré l'efficacité et l'agilité au chapitre de la fabrication et qui nous ont permis d'augmenter la précision des décisions visant la chaîne d'approvisionnement.

Services

Les centres de formation et de services de CAE se trouvent à différents endroits dans le monde. Bien que son siège social se trouve à Montréal (Canada), CAE compte plus de 160 emplacements et installations de formation dans plus de 35 pays.

Ces installations incluent des organismes de formation à la qualification de type offrant la formation de pilotes, de techniciens de maintenance et de personnel de cabine aux exploitants d'avions d'affaires et commerciaux, des centres de formation initiale fournissant de la formation à la licence de pilote professionnel à de futurs pilotes, des centres de formation pour le secteur de la défense offrant une formation en classe, sur simulateur et en vol dans le but de former des membres d'équipage d'aéronefs militaires compétents et de nombreux établissements à partir desquels CAE offre des services de soutien technique aux centres de formation aéronautique.

CAE propose un éventail de services de soutien technique aux exploitants de simulateurs d'aviation civile et de défense, notamment des pièces de rechange et de réparation, d'installation, de déménagement, de mise à niveau et de formation technique. Des clients ont recours aux services techniques de CAE pour trouver des réponses à leurs questions, pour être dépannés ou pour obtenir des conseils. Les services s'étendent aux visites d'ingénieurs de CAE chez les clients, afin d'aider ces derniers à assurer leurs activités de maintenance et de réparation. Les services de mise à niveau pour les secteurs de la défense et de l'aviation civile ne sont pas limités aux produits de CAE, puisque CAE est en mesure de mettre à niveau la plupart des simulateurs d'autres fabricants. Les services de CAE sont offerts avec la vente de simulateurs ou par l'intermédiaire de contrats de maintenance ou de commandes individuelles. CAE estime que ses activités de service créent des occasions d'influer sur la mise à niveau de simulateurs de vol en fonction, tout en fournissant de précieuses indications sur les besoins de formation des clients.

Dans le secteur de la défense, CAE fournit une gamme de services de soutien à la formation, comme le soutien logistique fourni par le contractant, des services de maintenance et des services d'instruction en classe et d'entraînement sur simulateur dans plus de 100 établissements dans le monde.

CAE offre aussi des services d'analyse et d'ingénierie basés sur la modélisation et la simulation, ainsi que d'autres technologies avancées, afin de développer des solutions innovatrices pour relever les défis les plus complexes des clients. Elle propose aux clients une série de services et de spécialisations dans des domaines tels que l'intégration des facteurs humains et des systèmes humains, la planification fondée sur les capacités, les environnements synthétiques évolués, l'ingénierie des systèmes et des logiciels pour les systèmes de commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance et les systèmes de guerre électronique, les systèmes et services de formation, les environnements intégrés d'information et le soutien en service pour la maintenance et l'exploitation de la flotte.

4.6 Compétences et connaissances spécialisées

CAE emploie surtout des diplômés en génie et en développement de logiciels, ainsi que des pilotes, des instructeurs et d'autres spécialistes de la formation au pilotage. À titre de chef de file de l'industrie, CAE est en mesure de former son personnel aux technologies et aux logiciels nécessaires à l'utilisation de l'équipement et des logiciels de simulation. Les instructeurs chargés de la formation au vol sont généralement d'anciens pilotes de ligne ou des forces armées. Reconnaissant l'importance capitale du talent technique pour la capacité d'innovation de CAE, CAE a déployé un cheminement de carrière en ingénierie qui vise à développer le talent au sein de la collectivité technique de CAE.

Les instructeurs de vol constituent le deuxième groupe d'employés en importance de CAE après les ingénieurs et représentent la Société auprès des clients. Ils constituent également l'élément clé pour faire en sorte que nous devenions le modèle d'excellence en formation dans le secteur. Nous avons mis en œuvre un certain nombre d'initiatives visant à améliorer les compétences de nos instructeurs dans le cadre de notre nouvelle structure de formation. Le leader mondial, stratégie de formation améliore notre proposition de valeur en formation pour l'aviation et encourage les instructeurs à réaliser notre vision. Notre stratégie a été élaborée pour favoriser le recrutement, le perfectionnement et le maintien en fonction des meilleurs instructeurs et elle comprend la détermination des qualités propres aux instructeurs de premier plan et l'établissement de la norme sectorielle en matière de gestion du rendement des instructeurs afin d'améliorer notre avantage concurrentiel. Cette initiative servira à rehausser le profil de nos instructeurs tant à l'interne qu'à l'externe. Elle nous aidera également à établir l'infrastructure appropriée en matière de ressources humaines en fonction des instructeurs et à leur offrir les outils dont ils ont besoin pour exceller.

Afin d'optimiser son leadership en formation, CAE investit dans certains secteurs clés:

- L'amélioration du rendement des instructeurs, ce qui permet à CAE de renforcer l'infrastructure de soutien aux instructeurs, y compris les nouvelles fonctions, nouveaux procédés et nouveaux outils de soutien technique;
- L'amélioration de l'offre en formation au moyen de l'investissement dans le développement de didacticiels et d'outils de soutien aux services de formation;

- L'innovation en matière de services de formation : CAE continue d'investir dans la R-D afin de renouveler l'offre de services de formation et met à profit son organisation d'ingénierie et ses capacités en ingénierie pour soutenir les solutions de formation stratégiques;
- Le perfectionnement et les cours d'appoint à l'intention de sa main-d'œuvre, particulièrement nécessaires lorsque des technologies émergentes et à l'origine de bouleversements sont adoptées et mises en œuvre dans les processus, les produits et les services de CAE; et
- La création d'occasions d'apprentissage pertinentes et significatives intégrées au travail en soutien aux futures générations, aux futurs talents et à la future main-d'œuvre de CAE.

4.7 Concurrence

Les marchés internationaux où nous vendons nos produits de simulation et proposons nos services de formation sont hautement compétitifs. La section 9.2 du rapport de gestion de 2021 de CAE présente de plus amples renseignements au sujet de la concurrence à titre de facteur de risque pour CAE.

4.8 Composantes

CAE traite avec une variété de fournisseurs de biens et de services dans ses divers secteurs d'activité. Nous obtenons des données, des pièces, de l'équipement et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre de fabricants OEM, de sous-traitants et d'autres sources. Même si nous ne dépendons pas excessivement d'un fournisseur donné pour des intrants clés et des composantes ou des services essentiels à la fabrication, nos produits contiennent des logiciels et des systèmes informatiques perfectionnés qui nous sont fournis par des tiers et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants importants ne proviennent que d'un seul fournisseur.

La pandémie a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les pénuries d'équipement électronique ont touché bon nombre d'industries. Nous avons réussi à atténuer l'interruption grâce au nouveau système intelligent de chaîne d'approvisionnement que nous avons déployé récemment.

La majeure partie des matières premières utilisées dans la fabrication (p. ex. la tôle, les fils, les câbles et les composants électroniques) peut s'obtenir facilement de nombreuses sources commerciales. Les pièces d'aéronefs, par contre, sont uniques. On peut généralement se les procurer auprès des constructeurs d'aéronefs, sur le marché de la revente, à partir d'aéronefs déclassés ou excédentaires et chez les fabricants de pièces d'imitation.

La disponibilité de la plupart des pièces en temps opportun contribue à la fluidité relative du flux de production. Les pièces d'aéronefs particulières peuvent parfois poser un problème, en particulier lorsqu'elles entrent dans la composition d'un nouvel appareil, d'un prototype ou d'un appareil dont la fabrication a cessé. La livraison en temps opportun de telles pièces incombe souvent aux clients de CAE. Les contrats de CAE lient normalement les dates de livraison de ces pièces d'aéronefs au calendrier de livraison des simulateurs. Lorsque ces pièces ne sont pas disponibles, les clients de CAE comptent sur la capacité de fabrication de pièces d'imitation de CAE.

Des stratégies d'approvisionnement spéciales visant à protéger la chaîne d'approvisionnement des perturbations causées par la crise de la COVID-19 ont été mises en œuvre (stocks protégés, approvisionnement en 2d de rechange, audit des fournisseurs portant sur les plans d'atténuation de la COVID-19).

Veillez vous reporter à la section 9.3 du rapport de gestion de 2021 de CAE pour obtenir de plus amples renseignements concernant l'approvisionnement et rapport de force des fabricants OEM, ainsi que la propriété intellectuelle de tiers en tant que facteurs de risque pour CAE.

4.9 Propriété intellectuelle

CAE détient des brevets et a déposé des demandes à l'égard de brevets supplémentaires. CAE a signé des contrats incluant des clauses de non-divulgence et de confidentialité avec des tiers et prévu des dispositions similaires dans les contrats de travail de son personnel afin de protéger ses informations exclusives et ses secrets commerciaux. Des politiques internes sont également en vigueur relativement à l'éthique et à la propriété intellectuelle. Ces politiques encadrent le personnel confronté aux enjeux de propriété intellectuelle de CAE et de tiers.

CAE estime que certains éléments de propriété intellectuelle sont convenablement protégés par le secret commercial ou par une divulgation partielle, mais suffisante pour empêcher tout concurrent de prétendre être l'auteur d'une invention de CAE.

Les contrats de CAE avec Innovation, Sciences et Développement économique Canada et avec Investissement Québec (IQ) limitent parfois la capacité de CAE à concéder la licence (excepté à ses clients) ou à transférer le titre d'une propriété intellectuelle conçue à l'aide du programme tant que tous les fonds n'ont pas été remboursés ou qu'un consentement n'a pas été obtenu. CAE détient 192 brevets et 156 demandes à l'égard de brevets additionnels en date de la fin de l'exercice 2021.

CAE estime que son histoire de succès dans le domaine de la simulation et de la formation pour l'aviation confère, dans ses marchés cibles, de la valeur à sa marque et à certains de ses produits de marque et services.

Veillez vous reporter à la section 9.3 du rapport de gestion de 2021 de CAE pour obtenir davantage de renseignements relatifs aux risques liés aux normes évolutives et à l'innovation technologique, aux activités de recherche et de développement, à la protection de notre propriété intellectuelle et de notre marque, à la propriété intellectuelle de tiers, à la technologie de l'information et à la cybersécurité, à la dépendance envers des fournisseurs tiers pour les systèmes de technologie de l'information et à la confidentialité des données.

4.10 Cycles

Dans le secteur Défense, le volume des commandes peut varier grandement d'un trimestre à l'autre, en raison du mode d'attribution irrégulier des commandes gouvernementales et des processus d'approvisionnement.

Les ventes d'équipement à des transporteurs aériens par le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile sont assujetties aux cycles d'expansion et de contraction de l'ensemble de l'industrie du transport aérien commercial, ainsi qu'à la disponibilité du crédit et à la conjoncture économique. La demande pour les services de formation est également touchée, dans une moindre mesure, par les cycles plus longs de l'industrie du transport aérien commercial. Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile est également fortement touché par le caractère saisonnier des activités : durant la haute saison de voyage (vacances d'été, fêtes de fin d'année, etc.), les pilotes de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires sont souvent trop occupés à piloter pour suivre des séances de formation.

Le secteur Santé subit l'irrégularité des commandes faites par les hôpitaux, les universités, les entités gouvernementales et les forces de défense.

Outre tout ce qui précède, les risques commerciaux liés à la pandémie de COVID-19, à l'industrie, à la Société et au marché, tel qu'il est décrit en détail à la section 9 du rapport de gestion de 2021 de CAE, ajoutent leurs propres éléments d'incertitude rattachée aux cycles de la Société.

4.11 Personnel

Au moyen de communications internes, de programmes comme le processus d'évaluation annuelle des talents et du leadership, l'accent mis sur la diversité et l'inclusion, et les plans d'évaluation et de perfectionnement connexes pour les leaders actuels et futurs, CAE s'efforce d'appliquer des pratiques qui encouragent la progression et la mobilisation du personnel. La Société investit dans ses ressources humaines au moyen de formations techniques, de formations au leadership et de mutations favorisant la progression professionnelle.

CAE emploie plus de 10 000 personnes, dont quelque 2 100 sont syndiquées et couvertes par 51 conventions collectives au 31 mars 2021. Ces différentes conventions collectives ont des dates d'échéance variées. La Société entretient des relations constructives avec ses syndicats et s'efforce d'établir des conditions mutuellement avantageuses tout en préservant la compétitivité de ses coûts.

4.12 Responsabilité sociale de l'entreprise

À CAE, la responsabilité sociale d'entreprise (**RSE**) fait partie intégrante de qui nous sommes en tant qu'entreprise et de la façon dont nous faisons la différence dans le monde. La RSE est ancrée dans notre culture et oriente nos décisions et nos actions. Notre priorité est de garantir la sécurité et le bien-être de nos employés et de nos clients, de même que d'avoir une incidence positive sur les collectivités où nous sommes situés. Le conseil d'administration est chargé d'examiner et d'approuver le rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale d'entreprise, y compris la feuille de route sous-jacente en matière de développement durable, les objectifs et les données en matière de rendement.

La noble raison d'être de CAE, soit l'importance accordée à la sécurité, n'a jamais été aussi pertinente que pendant la pandémie actuelle. Elle rend compte de la façon dont CAE fait une différence dans le monde et elle guide ses décisions et ses actions. Rendre l'aviation civile plus sécuritaire, aider les forces de la défense à rentrer à la maison en toute sécurité et améliorer la sécurité des patients sont des objectifs qui sont plus que jamais ancrés dans les principes de la RSE.

Au cours de l'exercice 2021, bon nombre de nos projets ont eu une incidence sociale importante. Au nombre de ces projets figurant les suivants :

- Compte tenu de l'importance grandissante des changements climatiques en tant que problème systémique mondial, CAE est devenue le 28 septembre 2020 la première société aéronautique canadienne à devenir carboneutre. CAE est déterminée à réduire davantage ses émissions à la source par le biais du développement, en partenariat avec des parties prenantes de l'industrie aéronautique, de technologies applicables à des appareils électriques ou hybrides qui pourraient être utilisées dans des écoles de pilotage au cours des prochaines années. Dans le cadre de notre engagement en matière de carboneutralité, nous avons entrepris un processus plus officiel de lutte globale contre les changements climatiques. Notre comité sur les changements climatiques (**CCC**) a été chargé de procéder à une évaluation complète des risques et des occasions d'affaires liés aux changements climatiques. Le but ultime du CCC sera de superviser l'intégration des enjeux liés aux changements climatiques à la stratégie commerciale de CAE et de déterminer et de gérer les risques et les occasions d'affaires entourant des projets précis.
- CAE a conçu de solides protocoles à l'échelle mondiale visant à minimiser les risques associés à la COVID-19 pour nos employés, nos visiteurs et nos clients. Dans le cadre des vastes protocoles de CAE, un plan d'intervention en cas d'urgence a été mis en place pour réagir rapidement aux cas confirmés de COVID-19. Le plan d'intervention en cas d'urgence déclenche des mesures en vue de prévenir le risque de transmission dans nos installations. Le protocole est immédiatement déclenché au moment de la notification et la recherche des contacts est menée afin d'identifier toute personne qui aurait été en contact proche avec le cas confirmé. Les employés touchés reçoivent les renseignements nécessaires conformément aux directives locales de santé publique et toute personne identifiée comme un contact proche est mise en quarantaine et contrôlée pendant cette période. Nous communiquons aussi avec tous les employés de l'installation pour assurer la sécurité de la collectivité entière touchée. De plus, CAE a établi une cellule de crise COVID-19 au début de la crise pour contrôler et gérer la réponse de CAE à l'échelle de ses emplacements mondiaux. Le comité a fourni régulièrement des mises à jour sur les activités de CAE pendant la COVID-19 par l'intermédiaire de plusieurs médias, notamment les bulletins d'information hebdomadaires envoyés aux employés, les courriels et le site Web de CAE dédié au coronavirus créé au début de la crise qui comprenait une foire aux questions traitant de divers sujets de préoccupation, protocoles pour les sites, affiches et supports visuels, ainsi que des modèles de communication. Des mises à jour régulières en direct avec le chef de la direction ont été présentées à tous les employés pour aborder les préoccupations et fournir des renseignements.

- Pour contribuer à la lutte contre la COVID-19, CAE a conçu, a fait homologuer, développé et fabriqué les respirateurs CAE Air1 pour le gouvernement du Canada destinés à fournir un soutien vital aux patients hospitalisés aux soins intensifs. Notre secteur Santé a aussi développé plusieurs solutions destinées à soutenir les travailleurs de la santé composant avec la pandémie, comme un cours d'appoint adaptatif sur les respirateurs et diverses formations virtuelles liées à la COVID-19. De plus, CAE a aussi garanti et livré 600 000 masques N95 au profit des gouvernements du Québec et du Manitoba grâce à sa chaîne d'approvisionnement mondiale.
- CAE a été à l'avant-garde des efforts déployés pour mobiliser plusieurs grandes sociétés québécoises et canadiennes en vue de participer à l'effort de vaccination, une responsabilité collective destinée à sauver des vies, de favoriser la reprise économique et un retour à la vie normale. Comme il a été annoncé le 19 mars 2021, aux côtés du ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, CAE a joué un rôle crucial en prêtant main-forte au gouvernement afin d'accélérer la vaccination de masse contre la COVID-19 et de réduire la pression sur le système de santé. Depuis l'annonce du projet de vaccination en entreprise par le gouvernement, la création de 23 centres de vaccination en entreprise à l'échelle de la province a été annoncée. Ensemble, les sociétés participant à ce projet se sont fixé l'objectif ambitieux de vacciner jusqu'à 500 000 personnes, en collaboration avec le système de santé et selon l'ordre de priorité établi par la santé publique. Le 26 avril 2021, CAE a ouvert son centre de vaccination contre la COVID-19, situé au siège social de CAE à Saint-Laurent, le premier centre en entreprise en son genre à fonctionner au Québec.

Nos quatre piliers en matière de RSE sont :

- Employés et sécurité
- Éthique et intégrité
- Innovation et expérience client
- Collectivités et environnement

CAE est signataire du Pacte mondial des Nations Unies. L'adhésion de CAE au Pacte mondial des Nations Unies ainsi que l'attention que porte CAE aux facteurs ESG sont représentées dans ses politiques et ses codes, notamment les politiques suivantes, qui peuvent être consultées sur le site Web de CAE :

- Politique en matière de lutte contre la corruption;
- Code d'éthique professionnelle;
- Politique relative aux minerais de conflit;
- Politique sur les dons de charité et les commandites;
- Politique sur la diversité et l'inclusion;
- Politique mondiale sur l'environnement, la santé et la sécurité;
- Politique sur les cadeaux, les divertissements et les marques de courtoisie;
- Politique en matière de droits de la personne;
- Politique sur le lobbying et les contributions politiques; et
- Procédures internes de signalement et politique de dénonciation.

Le rapport a été rédigé en conformité avec les normes de la Global Reporting Initiative (**GRI**). La GRI est une institution indépendante qui fournit un cadre standard pour l'établissement des rapports sur le développement durable à l'échelle des entreprises et des industries. CAE adhère également au Carbon Disclosure Project et nous fournissons de l'information requise par le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques dans notre rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale d'entreprise. Nous avons commencé à présenter notre conformité aux normes du Sustainability Accounting Standards Board (**normes du SASB**) pour les secteurs de l'aéronautique et de la défense et services professionnels et commerciaux pour la première fois au cours de l'exercice 2021. CAE est signataire du Pacte mondial des Nations Unies. Nous avons commencé à faire rapport des objectifs de développement durable des Nations Unies en repérant cinq objectifs avec lesquels notre stratégie d'entreprise et notre modèle d'affaires adhèrent le plus. Nous avons l'intention de poursuivre le processus d'intégration des objectifs de développement durable et de faire rapport de nos progrès en conséquence.

De plus amples renseignements sur les piliers et les initiatives de CAE en matière de RSE de CAE se trouvent dans notre rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale d'entreprise disponible en ligne au <https://www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/>.

4.13 Monnaies étrangères

Nous exerçons nos activités à l'échelle mondiale, et quelque 90 % de nos produits des activités ordinaires provenant d'exportations et d'activités internationales sont généralement réalisés en monnaies étrangères, principalement en dollars américains, en euros et en livres sterling. Nos produits des activités ordinaires sont générés à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un tiers en Europe et un tiers dans le reste du monde. Les sections 7.3 et 9.4 du rapport de gestion de 2021 de CAE contiennent de plus amples renseignements au sujet des monnaies étrangères en tant que facteur de risque pour CAE.

4.14 Réorganisations

Le 12 août 2020, nous avons annoncé que nous adopterions des mesures supplémentaires afin de mieux desservir le marché en optimisant nos actifs et notre présence à l'échelle mondiale, en adaptant notre effectif mondial et en ajustant nos activités en fonction de la baisse attendue de la demande pour certains de nos produits et services. Dans la foulée de ces mesures, nous prévoyons comptabiliser des coûts de restructuration d'environ 170 millions \$ sur la durée du programme, essentiellement des frais immobiliers, de relocalisation d'actifs et autres coûts directement liés à l'optimisation de notre présence opérationnelle, de même que des indemnités de cessation d'emploi, qui ont été engagés au cours de l'exercice 2021 et qui se poursuivront à l'exercice 2022, puisque nous nous attendons à engager des coûts de restructuration additionnels liés aux mesures mises en place l'année dernière d'environ 50 millions \$ pendant l'exercice 2022. Nous nous attendons à réaliser des économies de coûts récurrentes annuelles qui atteindront jusqu'à environ 65 millions \$ et 70 millions \$ d'ici la fin de l'exercice 2022. Nous avons commencé à exécuter le programme de restructuration au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021 et avons engagé 124,0 millions \$ en coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition au 31 mars 2021. Veuillez vous reporter à la section 4.3 du rapport de gestion de 2021 de CAE pour de plus amples renseignements sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

5. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOS ACTIVITÉS

Pour obtenir une description des facteurs de risque liés à CAE et à ses activités, veuillez vous reporter à la section 9 « Risques et incertitudes liés à nos activités » du rapport de gestion de 2021 de CAE, qui est intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle.

6. DIVIDENDES ET DISTRIBUTIONS

6.1 Dividendes

Le 6 avril 2020, les paiements de dividendes aux actionnaires ordinaires ont été suspendus dans le cadre de nos mesures d'atténuation de la pandémie de COVID-19.

Le montant de tout dividende et la date à laquelle son versement a lieu sont déterminés au gré de notre conseil d'administration. Ce dernier revoit annuellement la politique en matière de dividendes en fonction des besoins de trésorerie aux fins des activités opérationnelles, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue.

En vertu du programme de réinvestissement des dividendes de CAE, les actionnaires résidant au Canada et au Royaume-Uni ont le choix de recevoir des dividendes en actions ordinaires plutôt que des dividendes en espèces. Au cours des exercices 2019, 2020 et 2021, CAE a émis 146 914, 109 076 et 0 actions ordinaires, respectivement, à titre de dividendes en actions ordinaires.

6.2 Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 7 février 2020, nous avons annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 321 474 de nos actions ordinaires. L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 25 février 2020 et a pris fin le 24 février 2021. Les achats ont été faits sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont été annulées. Les rachats d'actions aux termes de notre programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont été suspendus dans le cadre de nos mesures d'atténuation de la pandémie de COVID-19 le 6 avril 2020. Depuis, l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités a expiré et n'a pas été renouvelée.

Au cours de l'exercice 2021, aucune action ordinaire n'a été rachetée ni annulée aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (1 493 331 actions ordinaires en 2020 au prix moyen pondéré de 33,22 \$ l'action ordinaire pour une contrepartie totale de 49,6 millions \$ / 3 671 900 actions ordinaires en 2019 au prix moyen pondéré de 25,70 \$ l'action pour une contrepartie totale de 94,4 millions \$).

7. DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL

Notre capital autorisé compte un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale, pouvant être émises en séries.

Chaque action ordinaire donne à son porteur le droit de recevoir les dividendes éventuellement déclarés par notre conseil d'administration, le droit à un vote à toutes les assemblées des porteurs d'actions ordinaires et le droit de participer de façon proportionnelle avec les autres porteurs d'actions ordinaires à la distribution de nos actifs en cas de liquidation ou de dissolution de la Société, sous réserve des droits prépondérants des porteurs d'actions de rang supérieur aux actions ordinaires.

À la fermeture des bureaux le 31 mars 2021 et le 17 juin 2021, 293 355 463 et 294 208 506 actions ordinaires étaient respectivement émises et en circulation. Il n'y a aucune action privilégiée émise et en circulation.

8. MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

Les actions ordinaires en circulation de CAE sont cotées et négociées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE) sous le symbole CAE.

8.1 Cours et volume des opérations

CAE inc. Cours de l'action à la TSX – Exercice 2021			
Mois	Min.	Max.	Volume total
Avril 2020	15,87 \$	23,80 \$	31 604 451
Mai 2020	18,52 \$	22,63 \$	21 955 889
Juin 2020	20,81 \$	27,88 \$	23 197 048
Juillet 2020	19,73 \$	21,41 \$	16 164 370
Août 2020	19,20 \$	21,94 \$	15 167 415
Septembre 2020	18,76 \$	20,83 \$	11 262 566
Octobre 2020	20,34 \$	24,01 \$	17 841 917
Novembre 2020	22,92 \$	33,72 \$	22 554 909
Décembre 2020	31,20 \$	35,60 \$	15 384 572
Janvier 2021	28,51 \$	35,19 \$	15 923 104
Février 2021	29,92 \$	34,19 \$	10 194 555
Mars 2021	34,13 \$	38,71 \$	18 941 158

CAE inc. Cours de l'action à la NYSE – Exercice 2021			
Mois	Min. (\$ US)	Max. (\$ US)	Volume total
Avril 2020	11,21 \$	17,14 \$	4 383 766
Mai 2020	13,56 \$	16,08 \$	2 534 439
Juin 2020	15,29 \$	20,88 \$	3 147 117
Juillet 2020	14,55 \$	15,78 \$	1 917 317
Août 2020	14,42 \$	16,48 \$	1 859 178
Septembre 2020	14,05 \$	15,90 \$	1 917 559
Octobre 2020	15,29 \$	18,30 \$	2 663 166
Novembre 2020	17,35 \$	25,92 \$	2 995 695
Décembre 2020	24,41 \$	27,88 \$	1 926 097
Janvier 2021	22,22 \$	27,83 \$	2 346 363
Février 2021	23,27 \$	27,36 \$	1 656 899
Mars 2021	27,14 \$	30,58 \$	4 457 986

8.2 Ventes antérieures

Pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 2021, la Société a émis des actions ordinaires et des titres pouvant être convertis, exercés ou échangés en vue d'obtenir des actions ordinaires comme il est présenté dans le tableau ci-dessous :

<u>Date d'émission</u>	<u>Type de titres émis</u>	<u>Raison de l'émission</u>	<u>Nombre de titres émis</u>	<u>Prix d'émission/d'exercice par titre</u>
31 mars 2020 au 31 mars 2021	Actions ordinaires	Exercice d'options	687 165	17,94 \$ (prix moyen pondéré)
31 mars 2020 au 31 mars 2021	Actions ordinaires	Émission d'actions – Régime de réinvestissement des dividendes / Achat facultatif d'actions ordinaires au comptant	0	s.o.
31 mars 2020 au 31 mars 2021	Options d'achat d'actions	Octroi d'options	2 697 713	20,65 \$ (prix moyen pondéré)
30 novembre 2020	Actions ordinaires	Placement public	11 569 000	29,85 \$
30 novembre 2020	Actions ordinaires	Placement privé auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec	5 025 126	29,85 \$
4 mars 2021	Reçus de souscription	Placements privés auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec et GIC Private Limited	22 400 000	31,25 \$
12 mars 2021	Actions ordinaires	Placement public	10 454 545	34,29 \$ [27,50 \$ US]

9. ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

Les administrateurs de CAE sont élus à l'assemblée annuelle des actionnaires et leur mandat se poursuit jusqu'à l'assemblée annuelle suivante des actionnaires ou jusqu'à l'élection ou la nomination de leur successeur. Les noms et lieux de résidence des administrateurs et des dirigeants de CAE à la date des présentes, leur poste au sein de CAE, leurs fonctions principales au cours des cinq dernières années et l'année où ils sont devenus administrateurs sont présentés ci-après.

On trouvera d'autres renseignements sur les candidats proposés aux fins d'élection à titre d'administrateurs de CAE dans la circulaire de sollicitation de procurations datée du 18 juin 2021, relativement à notre assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra le 11 août 2021 (**assemblée**). Tous les membres actuels du conseil sont des candidats aux fins d'élection à l'assemblée. Mary Lou Maher a été nommée à titre d'administratrice de CAE par le conseil le 1^{er} mai 2021.

En plus de se conformer aux exigences légales, le conseil supervise et révisé : i) les plans stratégiques et plans d'exploitation, les budgets et le rendement réel par rapport à ces objectifs; ii) les principaux risques et la pertinence des systèmes et des procédés utilisés pour gérer ces risques; iii) les politiques en matière de rémunération et d'avantages sociaux; iv) le perfectionnement des dirigeants et la planification de la relève; v) les mesures d'expansion des affaires; vi) les activités et les politiques en matière de communication, notamment avec les actionnaires; vii) l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de gestion; viii) la surveillance du système de gouvernance; et ix) le rendement du président et chef de la direction.

Le conseil compte un comité d'audit, un comité de gouvernance et un comité des ressources humaines.

9.1 Nom et fonctions principales

ADMINISTRATEURS

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction	Fonctions principales
MARGARET S. (PEG) BILLSON Albuquerque (Nouveau-Mexique) États-Unis (2015)	M ^{me} Billson est une dirigeante chevronnée du domaine de l'aviation, détenant plus de 30 ans d'expérience dans la direction d'entreprises axées sur la technologie, notamment en tant que présidente et chef de la direction de BBA Aviation Services après-vente, une division de BBA Aviation plc., présidente et directrice générale de la division Avion d'Eclipse Aviation et vice-présidente et directrice générale de la division Airframe Systems au sein de Honeywell International Inc. M ^{me} Billson est titulaire d'une maîtrise en ingénierie aérospatiale et, en guise de reconnaissance de ses réalisations au sein de l'industrie, a été intronisée au « temple de la renommée » de l'Embry-Riddle Aeronautical University. Elle est également pilote IFR. M ^{me} Billson est présidente du comité de gouvernance et membre du comité des ressources humaines.

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction	Fonctions principales
<p>L'HONORABLE MICHAEL M. FORTIER, CP Mont-Royal (Québec) Canada (2010)</p>	<p>M. Fortier est entré au service de RBC Marchés des Capitaux (RBCMC) à titre de vice-président du conseil en 2010. Avant d'entrer au service de RBCMC, M. Fortier était associé d'Ogilvy Renault S.E.N.C.R.L., s.r.l. (aujourd'hui Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.) et conseiller principal de Morgan Stanley au Canada.</p> <p>De 2006 à 2008, M. Fortier a occupé divers postes au sein du gouvernement du Canada, en tant que ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, ministre du Commerce international et ministre responsable de la grande région de Montréal. Auparavant, il a travaillé dans le secteur des banques d'investissement, d'abord comme directeur général de Credit Suisse First Boston (1999 à 2004), puis comme directeur général de Valeurs mobilières TD (2004 à 2006).</p> <p>De 1985 à 1999, M. Fortier a également exercé le droit au cabinet Ogilvy Renault S.E.N.C.R.L., s.r.l. dans les secteurs du financement des sociétés et des fusions et acquisitions. Il s'est établi plusieurs années à Londres (Royaume-Uni) durant cette période.</p> <p>M. Fortier est président du comité des ressources humaines.</p>
<p>MARIANNE HARRISON Boston (Massachusetts) États-Unis (2019)</p>	<p>M^{me} Harrison est présidente et chef de la direction de John Hancock Life Insurance Company, division américaine de la Société Financière Manuvie établie à Toronto. Elle est également membre de l'équipe de haute direction de Manuvie. Avant d'assumer ses fonctions actuelles en 2017, M^{me} Harrison a agi comme présidente et chef de la direction de Manuvie Canada, division canadienne de Manuvie. Avant d'assumer ces fonctions en 2013, elle a occupé plusieurs postes de direction à l'échelle de l'entreprise, dont celui de présidente et directrice générale de John Hancock Long-Term Care Insurance et celui de vice-présidente exécutive et de contrôleur de Manuvie. Avant de se joindre à Manuvie, M^{me} Harrison a été chef des finances, Gestion de patrimoine chez Groupe Banque TD, après avoir occupé plusieurs postes au sein de ce groupe; auparavant, elle a travaillé chez PwC.</p> <p>M^{me} Harrison est titulaire d'un baccalauréat en littérature anglaise de l'Université Western Ontario et d'un diplôme en comptabilité de l'Université Wilfrid-Laurier. Elle est comptable agréée et, en 2016, elle a été élue Fellow de l'Ordre.</p> <p>Elle est présidente du comité d'audit et membre du comité de gouvernance.</p>

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction	Fonctions principales
<p>ALAN N. MACGIBBON, CPA, CA Toronto (Ontario) Canada (2015)</p>	<p>M. MacGibbon est un administrateur de sociétés. Il a été associé directeur et chef de la direction de Deloitte s.r.l. (Canada) (2004 à 2012) et a siégé au comité exécutif et au conseil d'administration mondial de Deloitte Touche Tohmatsu Limited pendant son mandat. M. MacGibbon a agi comme directeur général mondial, Qualité, stratégie et communications de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et comme conseiller principal de Deloitte s.r.l. (Canada) de juin 2012 à décembre 2013. M. MacGibbon est titulaire d'un diplôme universitaire en administration des affaires et d'un doctorat honorifique de l'Université du Nouveau-Brunswick. M. MacGibbon porte les titres de comptable professionnel agréé, de comptable agréé et de Fellow de l'Institut des comptables professionnels agréés de l'Ontario.</p> <p>M. MacGibbon est membre du comité d'audit et membre du comité des ressources humaines.</p>
<p>MARY LOU MAHER Toronto (Ontario) Canada (2021)</p>	<p>M^{me} Maher a été associée directrice canadienne, Qualité et gestion des risques, KPMG Canada de 2017 à février 2021. Elle a aussi été chef mondiale, Inclusion et diversité, KPMG International pendant la même période. Elle a occupé divers postes de direction et de gouvernance chez KPMG, y compris chef des services financiers et chef des ressources humaines. M^{me} Maher a mis sur pied le tout premier conseil national de promotion de la diversité de KPMG au Canada et a parrainé le réseau pride@kpmg. M^{me} Maher a reçu le prix Wayne C. Fox Distinguished Alumni de l'Université McMaster en reconnaissance de son travail en matière d'inclusion et de diversité. Elle a été intronisée au Temple de la renommée Top 100 : Les Canadiennes les plus influentes (WXN), a reçu un prix pour l'ensemble de ses réalisations d'Out on Bay Street (Proud Strong) et le Senior Leadership Award for Diversity du Centre canadien pour la diversité et l'inclusion.</p> <p>M^{me} Maher est membre du Forum économique mondial axé sur les droits de la personne (le point de vue des affaires) et de l'Alzheimer's Society of Toronto. Elle a aussi siégé à d'autres conseils d'administration à but non lucratif, notamment à titre de présidente du Women's College Hospital et de membre du conseil des comptables professionnels agréés (CPA) de l'Ontario.</p> <p>M^{me} Maher est titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université McMaster et porte le titre de FCPA, FCA.</p> <p>M^{me} Maher est membre du comité d'audit et du comité des ressources humaines.</p>

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction	Fonctions principales
<p>L'HONORABLE JOHN P. MANLEY, CP, OC Ottawa (Ontario) Canada (2008)</p>	<p>M. Manley est conseiller d'affaires principal au cabinet d'avocats Bennett Jones LLP. Il a été président et chef de la direction du Conseil canadien des affaires (un organisme sans but lucratif) de 2010 à 2018. De 2004 à 2009, il a été avocat-conseil chez McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., un cabinet d'avocats d'envergure nationale. Auparavant, M. Manley a passé plus de 16 ans dans la fonction publique et a occupé le poste de ministre de l'Industrie, de ministre des Affaires étrangères, de ministre des Finances et de vice-premier ministre. M. Manley a obtenu un baccalauréat ès arts de l'Université Carleton et un doctorat en jurisprudence de l'Université d'Ottawa, le titre d'administrateur agréé de l'Université McMaster et a reçu des doctorats honorifiques de six universités canadiennes.</p> <p>M. Manley est président du conseil.</p>
<p>FRANÇOIS OLIVIER Montréal (Québec) Canada (2017)</p>	<p>M. Olivier est président et chef de la direction de Transcontinental inc. depuis 2008. Après s'être joint au secteur de l'impression de TC Transcontinental en 1993, M. Olivier a gravi les échelons et a accédé à présidence de la division d'impression des produits d'information, puis il est devenu chef de l'exploitation en 2007. Au fil des ans, M. Olivier a consolidé le secteur de l'impression au Canada et il a transformé l'entreprise au moyen de la diversification de ses actifs dans le domaine de l'emballage souple et d'acquisitions stratégiques. Sous sa direction, TC Transcontinental est devenue le plus important imprimeur au Canada, un chef de file en emballage souple en Amérique du Nord et un leader canadien dans ses activités de médias spécialisés. Avant de se joindre à TC Transcontinental, François Olivier était directeur général de la société Canada Packers.</p> <p>M. Olivier est également membre des conseils d'administration de la Flexible Packaging Association et de la Fondation Institut de Cardiologie de Montréal. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences de l'Université McGill et il est diplômé du Program for Management Development de la Harvard Business School.</p> <p>M. Olivier est membre du comité d'audit et du comité de gouvernance.</p>

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction	Fonctions principales
<p>MARC PARENT, CM Montréal (Québec) Canada (2008)</p>	<p>M. Parent est président et chef de la direction de CAE inc. depuis octobre 2009. Il est entré au service de la Société en février 2005 en tant que président de groupe, Produits de simulation, avant d'être nommé président de groupe, Produits de simulation et Formation militaire et services associés en mai 2006 et, par la suite, vice-président exécutif et chef de l'exploitation en novembre 2008. M. Parent possède plus de 35 ans d'expérience dans l'industrie aéronautique. Avant de se joindre à CAE, M. Parent a occupé divers postes auprès de Canadair et de Bombardier Aéronautique au Canada et aux États-Unis. M. Parent est un ancien président du conseil d'administration de l'Association des industries aérospatiales du Canada (AIAC) et d'Aéro Montréal (grappe aérospatiale du Québec). M. Parent a obtenu un diplôme en génie de l'École Polytechnique. Il est également diplômé du Advanced Management Program de la Harvard Business School et détient un doctorat honorifique de l'École Polytechnique. M. Parent est un pilote qualifié détenant une licence de pilote de ligne émise par Transports Canada. En novembre 2020, M. Parent est devenu membre de l'Ordre du Canada.</p>
<p>GÉNÉRAL DAVID G. PERKINS, USA (RET.) Jackson (New Hampshire) États-Unis (2020)</p>	<p>Le général Perkins, USA (ret.) a servi pendant plus de 40 ans dans l'armée américaine, occupant ultimement la fonction de commandant de la United States Army Training and Doctrine Command (TRADOC), laquelle est responsable de la conception, de l'acquisition, de la construction et de l'amélioration continue au sein de l'armée américaine, l'une des plus importantes et complexes organisations au monde comptant plus de 1,2 million de membres. Sous sa direction, TRADOC a élaboré le concept d'opérations multidomaines, qui est devenu un moteur pour les changements futurs dans les opérations et la formation, non seulement dans l'armée américaine, mais partout dans le monde. Le général Perkins est titulaire d'un baccalauréat en sciences de la United States Military Academy, d'une maîtrise en génie mécanique de l'Université du Michigan et d'une maîtrise en sécurité nationale et stratégie du Naval War College.</p> <p>Le général Perkins est membre du comité d'audit.</p>
<p>MICHAEL E. ROACH Montréal (Québec) Canada (2017)</p>	<p>Dirigeant chevronné du milieu des affaires et des technologies à l'échelle internationale, M. Roach a été président et chef de la direction (2006 à 2016) de Groupe CGI inc. jusqu'à sa retraite. Il demeure membre du conseil d'administration de CGI. Il a été auparavant président et chef de l'exploitation du Groupe CGI inc. et président et chef de la direction de Bell Sygma inc., une filiale de Bell Canada active dans le secteur de la technologie. M. Roach est titulaire d'un baccalauréat ès arts en économie et en sciences politiques et d'un doctorat honorifique en administration des affaires de l'Université Laurentienne à Sudbury, en Ontario.</p> <p>M. Roach est membre du comité d'audit et du comité de gouvernance.</p>

Nom, lieu de résidence et année d'entrée en fonction	Fonctions principales
ANDREW J. STEVENS Cheltenham (Gloucestershire) Royaume-Uni (2013)	<p>M. Stevens est administrateur de sociétés au Royaume-Uni et a de l'expérience dans les secteurs de l'aérospatiale et de la défense à l'échelle mondiale. Il a travaillé pour Dowty Group, un important fabricant anglais d'équipements de bord (1976 à 1994); Bowthorpe plc (1994 à 1996); Messier-Dowty, comme directeur général puis directeur de l'exploitation (1996 à 2000); Rolls-Royce, comme directeur général de la défense aérospatiale (2001 à 2003); et Cobham plc, comme membre du conseil d'administration, où il a occupé plusieurs postes, notamment ceux de directeur général du groupe Systèmes aérospatiaux, de chef de l'exploitation et de chef de la direction (2003 à 2012).</p> <p>M. Stevens est ingénieur agréé. Il est titulaire d'un diplôme en ingénierie de produits (avec mention très bien) de l'Université Aston à Birmingham, en Angleterre. Il est Fellow de la Royal Aeronautical Society et Fellow de l'Institution of Electrical Engineers, il a aussi reçu un doctorat honorifique en sciences de l'Université Aston en 2013.</p> <p>M. Stevens est membre du comité de gouvernance et du comité des ressources humaines.</p>

DIRIGEANTS

Outre l'honorable John P. Manley, président du conseil, et Marc Parent, président et chef de la direction, les autres dirigeants de la Société sont :

Nom, lieu de résidence et poste auprès de CAE	Fonctions principales
NICK LEONTIDIS L'Île-Bizard (Québec) Canada	Président de groupe, Solutions de formation pour l'aviation civile depuis 2013; auparavant, vice-président exécutif, Stratégie et développement des affaires (2009 à 2013); vice-président exécutif, Ventes, marketing et développement des affaires, Formation et services associés – Civil (2005 à 2009).
DANIEL GELSTON Park City (Utah) États-Unis	Président de groupe, Défense et sécurité depuis août 2020. Ancien président du secteur Systèmes de communications à large bande de L3Harris Technologies (2018 à 2020), ancien président des activités en vertu du Special Security Agreement (SSA) de Smiths Detection Inc. (2016 à 2017) et ancien président (2014 à 2016) et premier vice-président (2013 à 2014) de Cobham Tactical Communications and Surveillance. L'expérience militaire de M. Gelston comprend le service actif et de réserve de 1998 à 2007 en tant qu'officier des blindés et du renseignement militaire.
SONYA BRANCO, CPA, CA Montréal (Québec) Canada	Vice-présidente exécutive, Finances et chef de la direction financière depuis mai 2016, au service de CAE depuis 2008; auparavant, vice-présidente, Finances et contrôleur (2011 à 2016) et directrice, Planification et prévisions (2008 à 2011). M ^{me} Branco est comptable professionnelle agréée.

Nom, lieu de résidence et poste auprès de CAE	Fonctions principales
MARK HOUNSELL Mont-Royal (Québec) Canada	Chef des affaires juridiques et de la conformité, et secrétaire, au service de CAE depuis février 2016; auparavant, chef des affaires juridiques et secrétaire général d'Aimia Inc. (2006 à 2016).
CONSTANTINO MALATESTA, CPA, CA Laval (Québec) Canada	Vice-président et contrôleur depuis mai 2016, au service de CAE depuis 2006; auparavant, directeur financier, CAE Oxford Aviation Academy (2014 à 2016) et directeur financier et contrôleur adjoint (2011 à 2014). M. Malatesta est comptable professionnel agréé et comptable agréé (<i>Certified Public Accountant</i>) américain.
MARIO PIZZOLONGO, CPA, CA Blainville (Québec) Canada	Trésorier, au service de CAE depuis janvier 2016; auparavant, vice-président, Finances et trésorier de Future Electronics Inc. (2010 à 2016). M. Pizzolongo est comptable professionnel agréé.

Au 17 juin 2021, l'ensemble des administrateurs et des hauts dirigeants (17 personnes) avaient la propriété véritable ou exerçaient un contrôle, directement ou indirectement, à l'égard de 424 942 actions ordinaires, soit 0,14 % de cette catégorie.

9.2 Interdictions d'opérations, faillites, amendes ou sanctions

Selon l'information qui nous a été fournie, aucun administrateur ni aucun dirigeant de CAE n'est, à la date de la présente notice annuelle, ou a été, au cours des dix années précédant cette date, administrateur, chef de la direction ou chef des finances ou, à l'égard de l'alinéa iii) ci-dessous, membre de la direction d'une société qui, pendant que cette personne exerçait cette fonction :

- i) a fait l'objet d'une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable ou une ordonnance refusant à la société en question le droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières, qui a été en vigueur pendant plus de 30 jours consécutifs;
- ii) a fait l'objet, après que la personne a cessé d'exercer les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances, d'une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable ou une ordonnance refusant à la société en question le droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières, qui a été en vigueur pendant plus de 30 jours consécutifs par suite d'un événement survenu pendant qu'il exerçait ces fonctions; ou
- iii) n'a, au cours de l'année suivant la cessation des fonctions de cette personne, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndicat de faillite nommé pour détenir ses biens.

10. AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres de nos actions ordinaires aux États-Unis est Computershare Trust Company, N.A. à ses bureaux principaux à Canton, au Massachusetts et, au Canada, la Société de fiducie Computershare du Canada à ses bureaux principaux situés dans la ville de Toronto, en Ontario.

11. COMITÉ D'AUDIT

11.1 Mandat

Le mandat du comité d'audit de CAE est présenté à l'[annexe B](#).

11.2 Composition

Les membres du comité d'audit de CAE sont :

- M^{me} Marianne Harrison (présidente)
- M. Alan N. MacGibbon
- M^{me} Mary Lou Maher (s'est jointe au comité le 1^{er} mai 2021)
- M. François Olivier
- Général David G. Perkins, USA (ret.)
- M. Michael E. Roach

Chacun de ces membres est indépendant et possède des compétences financières.

Marianne Harrison, présidente du comité d'audit, est comptable agréée et possède une vaste expertise financière et cumule de nombreuses années d'expérience dans les postes de direction de diverses institutions financières. M^{me} Harrison est actuellement présidente et chef de la direction de John Hancock Life Insurance Company et est également membre de l'équipe de haute direction de la Société Financière Manuvie. Auparavant, elle était présidente et chef de la direction de Manuvie Canada et chef des finances de Gestion de patrimoine du Groupe Banque TD. M^{me} Harrison a été élue Fellow de l'Ordre, la plus haute distinction de réussite professionnelle accordée par l'Institut des comptables professionnels agréés de l'Ontario.

Alan N. MacGibbon met à contribution une riche expertise financière. Il était auparavant associé directeur et chef de la direction de Deloitte s.r.l. (Canada), membre du conseil d'administration de Deloitte ainsi que membre de la direction et du conseil d'administration mondial de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. M. MacGibbon est comptable professionnel agréé et Fellow de l'Institut des comptables professionnels agréés de l'Ontario.

Mary Lou Maher possède de solides connaissances d'affaires et expertise financière dans diverses industries. Pendant sa carrière de 38 ans chez KPMG, elle a acquis une vaste expérience et une compréhension du rôle du conseil grâce à sa participation directe au sein du conseil et du travail qu'elle a accompli en tant qu'associée d'audit. Plus récemment, elle a agi à titre d'associée directrice canadienne, Qualité et gestion des risques, chez KPMG Canada, et de chef mondiale, Inclusion et diversité, KPMG International. Elle a également occupé plusieurs postes de haute direction et de gouvernance, notamment celui de chef des services financiers et de chef des ressources humaines. Elle est Fellow de l'Institut des comptables professionnels agréés de l'Ontario.

François Olivier possède une grande expérience en croissance rentable d'entreprise au moyen de fusions et d'acquisitions et en gestion d'activités de fabrication à grande échelle, acquise surtout à titre de président et chef de la direction de Transcontinental inc., une société ouverte. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences de l'Université McGill et est diplômé du Program for Management Development de la Harvard Business School.

Le général David G. Perkins, USA (ret.) possède une expérience considérable en stratégie et en leadership, acquise au cours de ses 38 ans au sein de l'armée américaine. La dernière fonction qu'il a occupée était celle de commandant de la United States Army Training and Doctrine Command (**TRADOC**), laquelle est responsable de la conception, de l'acquisition, de la construction et de l'amélioration continue au sein de l'armée américaine, l'une des plus importantes et complexes organisations au monde comptant plus de 1,2 million de membres.

Michael E. Roach a été président et chef de la direction du Groupe CGI inc. pendant 10 ans et a acquis une riche expérience de direction internationale au sein de sociétés de consultation et axées sur les technologies. M. Roach est titulaire d'un baccalauréat en arts en économie et en science politique et d'un doctorat honorifique en administration des affaires de l'Université Laurentienne à Sudbury, en Ontario.

11.3 Approbation des services

Le comité d'audit est responsable de la nomination et de la rémunération de l'auditeur indépendant de CAE ainsi que du maintien des services de ce dernier et de la supervision de son travail. Le comité d'audit doit préautoriser tous les services d'audit ou autres effectués par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. (**PwC**) ou encore, l'entente relative à de tels services doit être conclue conformément aux politiques et procédures établies par le comité. Conformément à ces politiques, le comité d'audit autorise CAE et les membres de son groupe à faire appel chaque année à l'auditeur pour assurer des services fiscaux et consultatifs financiers ainsi que d'autres services d'audit connexes précisés, moyennant des honoraires qui ne doivent pas dépasser les montants précisés. Après réflexion, le comité d'audit est arrivé à la conclusion que la prestation de ces services par PwC est compatible avec le respect de l'indépendance de PwC. La politique du comité d'audit précise aussi les services qu'il est interdit à PwC de fournir à CAE. Afin de soutenir davantage l'indépendance de PwC, le comité d'audit a établi une politique concernant l'embauche par CAE d'associés et d'employés de PwC, anciens et actuels, qui ont été embauchés pour le compte de CAE au cours des dernières années.

Honoraires payés par CAE à PwC pendant l'exercice 2021

Le tableau ci-après indique tous les honoraires versés par CAE et ses filiales à PwC au cours du dernier exercice et de l'exercice précédent, par catégorie de services (description générale seulement).

CATÉGORIE D'HONORAIRES	2021 (en millions \$)	2020 (en millions \$)
1. Honoraires d'audit	4,7	4,5
2. Honoraires pour services liés à l'audit	0,8	0,2
3. Honoraires pour services fiscaux	1,0	0,6
Total	6,5	5,3

Les honoraires d'audit comprennent les honoraires facturés pour des services professionnels liés à l'audit des états financiers consolidés annuels de CAE et des services qui sont normalement rendus par PwC dans le cadre des dépôts prévus par la loi ou la réglementation, y compris l'audit des contrôles internes et de l'information financière exigé par la législation Sarbanes-Oxley.

Les honoraires pour services liés à l'audit comprennent ceux qui sont liés aux travaux exécutés dans le cadre d'acquisitions, de financements/prospectus, de services de traduction et d'autres services divers liés à la comptabilité de CAE.

Les honoraires pour services fiscaux sont principalement ceux qui sont facturés pour les services de conformité, de planification et de conseils fiscaux.

12. INTÉRÊTS DES EXPERTS

Le cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant de la Société est PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. (**PwC**), comptables professionnels agréés dont les bureaux sont situés au 1250, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) H3B 4Y1, Canada. PwC est indépendant de la Société au sens du Code de déontologie des comptables professionnels agréés du Québec. PwC est un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis) (**PCAOB**), qui doit être indépendant en ce qui a

trait à la Société conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et les règles et règlements applicables de la SEC et du PCAOB.

13. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Des renseignements supplémentaires, notamment des renseignements sur la rémunération des administrateurs et des dirigeants, sur les prêts consentis à ces derniers, sur les principaux porteurs de titres de CAE, sur les options d'achat de titres et sur les intérêts des initiés dans des opérations importantes, s'il y a lieu, sont présentés dans la circulaire de sollicitation de procurations en date du 18 juin 2021 relative à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de CAE qui aura lieu le 11 août 2021.

Des renseignements financiers supplémentaires, y compris les états financiers audités consolidés comparatifs et le rapport de gestion, sont donnés dans le rapport financier annuel de CAE à l'intention des actionnaires pour l'exercice clos le 31 mars 2021. On peut obtenir un exemplaire de ces documents en s'adressant à la vice-présidente principale, Affaires publiques, communications mondiales et responsabilité sociale d'entreprise ou au secrétaire de CAE, ou bien en visitant le site Web de SEDAR au www.sedar.com ou celui de CAE au www.cae.com.

En outre, CAE remettra à quiconque en fait la demande à la vice-présidente principale, Affaires publiques, communications mondiales et responsabilité sociale d'entreprise ou au secrétaire de CAE les documents indiqués ci-après :

- a) Lorsque les titres de CAE font l'objet d'un placement conformément à un prospectus simplifié provisoire ou à un prospectus simplifié :
 - i) un exemplaire de la présente notice annuelle ainsi qu'un exemplaire des documents ou des pages pertinentes des documents intégrés par renvoi;
 - ii) un exemplaire des états financiers comparatifs de CAE pour notre dernier exercice complet avec le rapport de l'auditeur y afférent, ainsi qu'un exemplaire des états financiers intermédiaires les plus récents de CAE visant une période postérieure à notre dernier exercice complet;
 - iii) un exemplaire de la circulaire de sollicitation de procurations relative à la dernière assemblée annuelle des actionnaires au cours de laquelle les administrateurs ont été élus; et
 - iv) un exemplaire des autres documents qui sont intégrés par renvoi à un prospectus simplifié et qui ne sont pas exigés aux termes des sous-alinéas i) à iii) ci-dessus; ou
- b) À tout autre moment, un exemplaire des autres documents mentionnés aux sous-alinéas i), ii) et iii) de l'alinéa a) ci-dessus; cependant, CAE peut exiger le paiement de frais raisonnables si la demande est présentée par une personne ou une société qui n'est pas porteuse de titres de CAE.

GLOSSAIRE

Dans la présente notice annuelle, les termes « nous », « nos », « notre », « nôtre », « Société » et « CAE » désignent CAE inc. et, selon le cas, ses filiales. Les autres termes clés ont le sens qui leur est donné ci-après :

AOCE : Alpha-Omega Change Engineering Inc.

assemblée : l'assemblée annuelle des actionnaires de CAE devant être tenue le 11 août 2021

BAT : la division Formation pour l'aviation d'affaires

CAE : CAE inc. et, selon le cas, ses filiales

CAE Rise^{MC} : CAE Real-time Insights and Standardized Evaluations

CCC : le comité sur les changements climatiques

conseil : le conseil d'administration de CAE inc.

Défense : le secteur de la défense et de la sécurité

DISR : l'Information Technology Standards Registry du DoD

DIU : la Defense Innovation Unit des États-Unis

DoD : le ministère de la Défense américain

ÉAU : les Émirats arabes unis

états financiers consolidés : les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021 et les notes y afférentes

eTCA : application de formation et de vérification en ligne

eVTOL : Electric Vertical Takeoff and Landing (aéronef à décollage et à atterrissage verticaux entièrement électrique)

EX19 : exercice 2019, qui se rapporte à la période allant du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019

EX20 : exercice 2020, qui se rapporte à la période allant du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

EX21 : exercice 2021, qui se rapporte à la période allant du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021

FSC : Flight Simulation Company B.V.

GRI : la Global Reporting Initiative

IFTS : l'International Flight Training School

I/ITSEC : l'Interservice/Industry Training, Simulation, and Education Conference

IQ : Investissement Québec

LCSA : la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*

L3H MT : la division Formation militaire de L3Harris Technologies

Merlot : Merlot Aero Limited

MRO : les organismes d'entretien, de réparation et de révision

normes du SASB : les normes du Sustainability Accounting Standards Board

NYSE : la Bourse de New York

OEM : fabricant d'équipement d'origine ou fabricant OEM

OGC : l'Open Geospatial Consortium

PCAOB : le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis)

PIN : le Projet Intelligence Numérique

Pelesys : Pelesys Learning Systems Inc.

PKP : les passagers-kilomètres payants

PwC : PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

rapport financier annuel : le rapport financier annuel à l'intention des actionnaires pour l'exercice clos le 31 mars 2021

RBCMC : RBC Marchés des Capitaux

R-D : les activités de recherche et de développement

RM : la réalité mixte

RSE : la responsabilité sociale de l'entreprise

Société : CAE inc. et, selon le cas, ses filiales

SSUC : la Subvention salariale d'urgence du Canada

TRADOC : United States Army Training and Doctrine Command

TRU Canada : TRU Simulation in + Training Canada Inc.

TSX : la Bourse de Toronto

VR : la réalité virtuelle

\$ US : dollars américains

ANNEXE A – FILIALES ET AUTRES INVESTISSEMENTS

Le tableau suivant présente les filiales directes et indirectes et les autres investissements de CAE au 31 mars 2021. Toutes les sociétés sont détenues en propriété exclusive, sauf indication contraire.

Dénomination sociale des filiales ou des autres investissements	Territoire de constitution
Canada	
9595058 Canada Inc.	Canada
CAE BC ULC	Colombie-Britannique
CAE Santé Canada inc.	Canada
CAE International Holdings Limited	Canada
CAE Machinery Ltd.	Colombie-Britannique
CAE Military Aviation Training Inc.	Canada
CAE Railway Ltd.	Canada
Services CAE (Canada) inc.	Canada
Les services simulateurs CAE inc.	Québec
CAE TSP Inc.	Canada
Produits de bois CAE s.e.n.c. ¹	Québec
Pelesys Aviation Maintenance Training Inc.	Colombie-Britannique
Pelesys Learning Systems Inc.	Colombie-Britannique
Presagis Canada Inc.	Canada
SKYALYNE Canada Inc. (50 %)	Canada
États-Unis	
Advanced Medical Technologies, LLC	Washington
CAE (US) Inc.	Delaware
CAE Civil Aviation Training Solutions Inc.	Floride
CAE Delaware Buyco Inc.	Delaware

Dénomination sociale des filiales ou des autres investissements	Territoire de constitution
CAE Flight Solutions USA Inc.	Delaware
CAE Healthcare, Inc.	Delaware
CAE North East Training Inc.	Delaware
CAE Oxford Aviation Academy Phoenix Inc.	Arizona
CAE SimuFlite Inc.	Delaware
CAE US Capital LLC	Delaware
CAE US Capital Management LLC	Delaware
CAE US Finance GP LLC	Delaware
CAE US Finance LP	Delaware
CAE US Management LLC	Delaware
CAE USA Inc.	Delaware
CAE USA Mission Solutions Inc.	Delaware
Embraer CAE Training Services, LLC (49 %)	Delaware
Engenuity Holdings (USA) Inc.	Delaware
KVDB Flight Training Services, Inc. (49 %)	Arizona
Merlot Aero Inc.	Delaware
Oxford Airline Training Center Inc.	Arizona
Parc U.S. Inc.	Delaware
Presagis USA Inc.	Californie
Rotorsim USA LLC (50 %)	Delaware
SimCom Holdings, Inc. (50 %)	Delaware
SimCom Inc. (50 %)	Delaware
SimCom International Inc. (50 %)	Floride
Xebec Government Services, LLC (49 %)	Delaware

Dénomination sociale des filiales ou des autres investissements	Territoire de constitution
Royaume-Uni	
CAE Aircrew Training Services plc (76,5 %)	Royaume-Uni
CAE Holdings Limited	Royaume-Uni
CAE STS Limited	Royaume-Uni
CAE Training & Services UK Ltd.	Royaume-Uni
CAE (UK) plc	Royaume-Uni
CVS Leasing Limited (13,38 %)	Royaume-Uni
ETOPS (SA) UK Limited	Royaume-Uni
iRIS Health Solutions Limited (50 %)	Royaume-Uni
Oxford Aviation Academy (Oxford) Limited	Royaume-Uni
Parc Aviation (UK) Limited	Royaume-Uni
Reste des Amériques	
CAE Aviation Training Peru S.A.	Pérou
CAE Colombia Flight Training S.A.S.	Colombie
CAE El Salvador Flight Training S.A. de C.V. (99,5 %)	El Salvador
CAE Entrenamiento de Vuelo Chile Limitada ²	Chili
CAE Flight Training Center Mexico, S.A. de C.V.	Mexique
CAE South America Flight Training do Brasil Ltda.	Brésil
CAE-LIDER Training Do Brasil Ltda. (50 %)	Brésil
SIM-Industries Brasil Administração de Centros de Treinamento Ltda.	Brésil
Simulator Servicios Mexico, S.A. de C.V.	Mexique

Dénomination sociale des filiales ou des autres investissements	Territoire de constitution
Europe	
ARGE Rheinmetall Defence Electronics GmbH/CAE Elektronik GmbH (50 %) ³	Allemagne
Aviation Personnel Support Services Limited	Irlande
Aviation Training Northeast Asia B.V. (50 %)	Pays-Bas
CAE Academia de Aviación España, S.L.	Espagne
CAE Aviation Training B.V.	Pays-Bas
CAE Beyss Grundstücksgesellschaft GmbH	Allemagne
CAE Center Amsterdam B.V.	Pays-Bas
CAE Center Brussels N.V.	Belgique
CAE Centre Copenhagen A.S.	Danemark
CAE Centre Oslo A.S.	Norvège
CAE Centre Stockholm A.B.	Suède
CAE CFT B.V.	Pays-Bas
CAE CFT Holdings B.V.	Pays-Bas
CAE Crewing Services Limited	Irlande
CAE GmbH	Allemagne
CAE Engineering Korlátolt Felelősségű Társaság	Hongrie
CAE France SAS	France
CAE Global Academy Évora, S.A.	Portugal
CAE Healthcare GmbH	Allemagne
CAE Healthcare KFT	Hongrie
CAE Holdings B.V.	Pays-Bas
CAE Investments S.à r.l.	Luxembourg
CAE Luxembourg Acquisition S.à r.l.	Luxembourg
CAE Management Hungary Korlátolt Felelősségű Társaság	Hongrie

Dénomination sociale des filiales ou des autres investissements	Territoire de constitution
CAE Oslo Aviation Academy AS	Norvège
CAE Oxford Aviation Academy Amsterdam B.V.	Pays-Bas
CAE Parc Aviation Jersey Limited	Jersey
CAE Services GmbH	Allemagne
CAE Services Italia, S.r.l.	Italie
CAE Servicios Globales de Instrucción de Vuelo (España) S.L.	Espagne
CAE Training & Services Brussels NV	Belgique
CAE Training & Services Netherlands B.V.	Pays-Bas
CAE Training Aircraft B.V.	Pays-Bas
CAE Training Norway A.S.	Norvège
CAE Verwaltungsgesellschaft mbH	Allemagne
ETOPS SAS	France
Eurofighter Simulation Systems GmbH (12 %)	Allemagne
Flight Simulation Company Korlátolt Felelősségű Társaság	Hongrie
Flight Training Alliance GmbH (50 %)	Allemagne
FSC Germany GmbH	Allemagne
GCAT Flight Academy Malta Limited	Malte
Helicopter Training Media International GmbH (50 %)	Allemagne
HFTS Helicopter Flight Training Services GmbH (25 %)	Allemagne
Leonardo CAE Advanced Jet Training S.r.l. (50 %)	Italie
Logitude OY	Finlande
Oxford Aviation Academy Europe AB	Suède
Oxford Aviation Academy European Holdings AB	Suède
Oxford Aviation Academy Finance Limited	Irlande
Oxford Aviation Academy Ireland Holdings Limited	Irlande
Oxford Aviation Academy Norway Holdings A.S.	Norvège

Dénomination sociale des filiales ou des autres investissements	Territoire de constitution
Parc Aviation Engineering Services Limited	Irlande
Parc Aviation International Limited	Irlande
Parc Aviation Limited	Irlande
Parc Aviation Services Limited	Île de Man
Parc Interim Limited	Irlande
Parc Selection Limited	Île de Man
Presagis Europe S.A.	France
RosterBuster B.V. (21 %) ⁴	Pays-Bas
Rotorsim s.r.l. (50 %)	Italie
Servicios de Instrucción de Vuelo, S.L. (80 %)	Espagne
Sim-Industries Production B.V. NN	Pays-Bas
Simubel N.V. (société de formation au vol appartenant à CAE)	Belgique
SIV Ops Training, S.L. (80 %)	Espagne
TRU Flight Training Iceland ehf (33,34 %)	Islande
Asie	
Asian Aviation Centre of Excellence (Singapore) Pte Ltd	Singapour
CAE Aviation Services Pte Ltd.	Singapour
CAE Bangkok Co., Limited	Thaïlande
CAE Brunei Multi-Purpose Training Center Sdn. Bhd. (60 %)	Brunei
CAE Centre Hong Kong Limited	Hong Kong
CAE CFT Korea Ltd.	Corée
CAE China Support Services Company Limited	Chine
CAE Flight & Simulator Services Sdn. Bhd.	Malaisie
CAE Flight and Simulator Services Korea Ltd.	Corée
CAE Flight Training (India) Private Limited	Inde

Dénomination sociale des filiales ou des autres investissements	Territoire de constitution
CAE-GAH Aviation Technology Services Co. Ltd. (80 %)	Chine
CAE India Private Limited.	Inde
CAE Japan Flight Training Inc.	Japon
CAE Kuala Lumpur Sdn. Bhd.	Malaisie
CAE Maritime Middle East L.L.C. (49 %)	ÉAU
CAE Middle East L.L.C. (49 %)	ÉAU
CAE Middle East Holdings Limited	ÉAU
CAE Middle East Pilot Services L.L.C. (49 %)	ÉAU
CAE New Zealand Pty Limited	Nouvelle-Zélande
CAE Shanghai Company, Limited	Chine
CAE Simulation Technologies Private Limited	Inde
CAE Simulation Training Private Limited (50 %)	Inde
CAE Singapore (S.E.A.) Pte Ltd.	Singapour
CAE Vietnam Limited Liability Company	Vietnam
Emirates-CAE Flight Training LLC (49 %)	ÉAU
HATSOFF Helicopter Training Private Limited (50 %)	Inde
JAL CAE Flight Training Co. Ltd. (50 %)	Japon
Merlot Aero International Limited	Nouvelle-Zélande
Merlot Aero Limited	Nouvelle-Zélande
Merlot Aero Ventures Limited	Nouvelle-Zélande
National Flying Training Institute Private Limited (51 %)	Inde
Parc Aviation Japan Limited	Japon
Pegasus Uçus Egitim Merkezi A.S. (49,9 %)	Turquie
Philippine Academy for Aviation Training, Inc. (40 %)	Philippines
Singapore CAE Flight Training Pte Ltd. (50 %)	Singapour

Dénomination sociale des filiales ou des autres investissements	Territoire de constitution
<i>Afrique et Océanie</i>	
CAE Aircraft Maintenance Pty Ltd. (50 %)	Australie
CAE Australia Pty Ltd	Australie
CAE Aviation Training International Ltd.	Maurice
CAE Integrated Enterprise Solutions Australia Pty Ltd.	Australie
CAE Melbourne Flight Training Pty Ltd. (50 %)	Australie
China Southern West Australia Flying College Pty Ltd (14,26 %)	Australie
Flight Training Device (Mauritius) Limited	Maurice
International Flight School (Mauritius) Ltd.	Maurice
Oxford Aviation Academy (Australia) Pty Ltd. (50 %)	Australie
Oxford Aviation Academy Holdings Pty Ltd. (50 %)	Australie
Sabena Flight Academy – Africa (34 %)	Cameroun

Les notes 1, 2 et 3 indiquent une société de personnes.

Note 4 : Après la clôture de l'exercice 2021, soit le 1^{er} avril 2021, CAE a acquis le solde des actions de RosterBuster B.V.

ANNEXE B – MANDAT DU COMITÉ D'AUDIT

CAE INC.

COMPOSITION ET RESPONSABILITÉS DU

COMITÉ D'AUDIT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Responsabilités générales

- 1.1 Le comité d'audit (le « comité ») relève du conseil d'administration.
- 1.1 Le comité se compose de trois à cinq administrateurs (dont l'un agit à titre de président). Tous les membres du comité doivent être des administrateurs indépendants. Le conseil d'administration détermine si les membres du comité sont indépendants en fonction des lois, règlements et autres exigences et lignes directrices réglementaires applicables. Chaque membre doit réaffirmer annuellement son indépendance face à CAE inc. (« CAE » ou la « Société »), conformément aux normes d'indépendance fixées par les organismes de réglementation, les bourses et les lois, règlements et exigences applicables. Chaque membre doit être en mesure de lire et de comprendre les états financiers (état de la situation financière, états des résultats, état des flux de trésorerie) qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de CAE, ou doit être en mesure de les lire et de les comprendre dans un délai raisonnable après son entrée au comité. Au moins un membre doit pouvoir être considéré comme « expert financier » (au sens de la réglementation applicable) du fait qu'il a occupé un emploi en finance, en comptabilité ou dans tout autre domaine lui donnant une expertise financière. La composition du comité, y compris les compétences de ses membres, doit être conforme aux exigences des organismes de réglementation, des bourses et des lois, règlements et exigences applicables, dans leur version éventuellement modifiée.
- 1.2 Le président et les membres du comité sont élus annuellement par le conseil d'administration sur la recommandation du comité de gouvernance et du président du conseil d'administration. Si le président du comité désigné n'est pas en mesure de participer à une réunion du comité, les membres présents élisent un remplaçant qui présidera la réunion.
- 1.3 Le quorum est constitué par une majorité des membres du comité.
- 1.4 Le comité se doit de travailler en étroite collaboration avec les dirigeants et les employés de CAE, ses auditeurs et/ou ses autres conseillers compétents et disposer de l'accès à l'information que le comité juge nécessaire ou utile pour s'acquitter des tâches et des responsabilités qui lui ont été attribuées par le conseil d'administration et ci-après décrites.

2. Examen des états financiers audités

- 2.1 Examiner les états financiers annuels consolidés et audités et faire des recommandations particulières au conseil d'administration. Dans le cadre de ce processus, le comité doit :
- a) examiner la pertinence des états financiers et de tout changement apporté aux principes et pratiques comptables sous-jacents;
 - b) examiner la pertinence des évaluations, des décisions et du niveau de prudence exercé dans les choix comptables;
 - c) examiner trimestriellement les risques informatiques et de cybersécurité et les éléments ayant une incidence sur les contrôles.
 - d) examiner annuellement, de concert avec la direction et les auditeurs internes et externes la stratégie de détermination, d'évaluation et d'atténuation des risques financiers, ainsi que les données sur l'évaluation des risques intégrée dans le cycle de planification des audits annuels et les mises à jour trimestrielles ultérieures du chef de la direction financière en cas de changements importants apportés à l'évaluation des risques financiers;
 - e) surveiller l'examen effectué par le service d'audit interne de l'existence et de l'efficacité du cadre stratégique de gestion des risques de l'entreprise de CAE;
 - f) approuver les états financiers audités et rapport d'évaluation actuarielle pour le régime de retraite complémentaire, le régime de retraite des hauts dirigeants désignés, le régime de retraite des employés, le régime de retraite des employés de CAE MAT Inc. et tout autre régime de retraite important au Canada;
 - g) approuver les états financiers annuels audités pour les régimes d'épargne-retraite 401(K) en vigueur aux États-Unis ainsi que d'autres régimes de retraite américains importants de la Société et de ses filiales; et
 - h) recevoir le résumé des rapports actuariels annuels portant sur les régimes de retraite à prestations définies à des fins d'information.

3. Mission des auditeurs externes

- 3.1 Recommander au conseil d'administration la nomination des auditeurs externes indépendants.
- 3.2 Examiner et approuver la lettre de mission. Dans le cadre de cet examen, le comité revoit et recommande au conseil d'administration, aux fins d'approbation, les honoraires des auditeurs pour leur travail d'audit annuel. Le comité se doit de faire ce qui suit :
 - a) superviser le travail fait par les auditeurs de la Société dans le cadre de la publication du rapport d'audit annuel et des rapports d'examen trimestriels;
 - b) approuver l'engagement des auditeurs externes pour les besoins de l'audit, de tout service lié à l'audit, de tout conseil relatif à la fiscalité et de tout autre service autorisé et il doit également approuver les honoraires pour de tels services. Déterminer l'enveloppe pour les services préapprouvés des auditeurs quant au type de travail et au seuil monétaire. Approuver de façon ponctuelle les services qui n'entrent pas dans la catégorie des services préapprouvés, le cas échéant;
 - c) réception des auditeurs externes, au moins une fois par année, un rapport écrit décrivant toutes les relations entre les auditeurs et CAE susceptibles d'influer sur l'objectivité et l'indépendance des auditeurs;
 - d) examiner périodiquement (au moins tous les deux ans) avec le conseil d'administration, chaque année, l'indépendance des auditeurs externes et soit confirmer au conseil d'administration l'indépendance de ces derniers, soit recommander au conseil d'administration de prendre les mesures appropriées pour s'assurer de leur indépendance; et
 - e) examiner et approuver les politiques de CAE en ce qui a trait à l'embauche d'anciens ou actuels associés et employés d'anciens ou actuels auditeurs externes de CAE.

4. Examen et discussion avec les auditeurs externes

- 4.1 Examiner, avec les auditeurs externes et la direction, les plans et objectifs annuels d'audit externe, y compris les objectifs, la portée, les risques, l'échéancier, l'importance relative et les honoraires de l'audit.
- 4.2 Demander et examiner un rapport annuel rédigé par les auditeurs externes, faisant état de toute recommandation visant à améliorer les contrôles internes sur les procédures de communication de l'information et répertoriant les mesures prises par la direction pour suivre ces recommandations.
- 4.3 En ce qui concerne les procédures de contrôle de qualité interne des auditeurs, examiner, s'il y a lieu, les questions importantes soulevées par la plus récente révision de contrôle de qualité interne effectuée par les auditeurs ou soulevées par toute demande ou enquête de la part des autorités gouvernementales ou professionnelles, au cours des cinq années précédentes, à propos d'un ou de plusieurs audits effectués par les auditeurs, et faisant état des mesures prises pour apporter des réponses à ces questions.
- 4.4 Discuter en temps opportun avec les auditeurs externes i) des politiques et pratiques comptables essentielles, y compris les futures réglementations et normes comptables, ii) des autres façons de traiter l'information financière conformément aux principes comptables généralement reconnus quant aux éléments importants ayant fait l'objet de discussions avec la direction, de leurs ramifications et du traitement privilégié par les auditeurs externes, et iii) des autres échanges écrits importants entre les auditeurs externes et la direction, y compris la lettre et le tableau de la direction portant sur les différences non ajustées.
- 4.5 Rencontrer les auditeurs externes afin d'examiner les états financiers annuels audités et les états financiers trimestriels, y compris les déclarations dans le rapport de gestion, et d'en discuter.
- 4.6 Rencontrer les auditeurs externes séparément tous les trimestres (y compris l'associé responsable de la mission).
- 4.7 Poser des questions précises et spécifiques sur le travail fait par les auditeurs externes en ce qui concerne ce qui suit :
 - a) le travail des dirigeants chargés de l'établissement des états financiers;
 - b) toute restriction sur l'étendue du travail d'audit;
 - c) le niveau de collaboration à l'audit;
 - d) l'efficacité du travail d'audit interne;
 - e) toute divergence d'opinions ou tout conflit important non résolu entre la direction et les auditeurs externes;
 - f) toute transaction ou activité pouvant être illégale ou contraire à l'éthique; et
 - g) l'indépendance des auditeurs externes, y compris la nature et les honoraires pour services non liés à l'audit rendus par la firme d'audit externe et les membres de son groupe;
- 4.8 Procéder à des évaluations et fournir régulièrement de la rétroaction aux auditeurs externes.
- 4.9 Effectuer une évaluation annuelle de la performance des auditeurs externes.

5. Examen et discussion avec les auditeurs internes

- 5.1 Examiner le plan d'audit interne annuel, y compris l'évaluation du risque de l'audit, les activités planifiées, le niveau et la nature de l'information présentée, l'organisation de l'audit et le budget annuel.
- 5.2 Examiner périodiquement la pertinence et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, notamment financière, de la Société, y compris tout problème ou changement important touchant les contrôles internes.
- 5.3 Fixer et communiquer des attentes élevées au directeur de l'audit interne et lui donner, ainsi qu'à son service, la responsabilité de les satisfaire. Offrir des conseils sur les lacunes administratives déjà signalées et faire le suivi des recommandations et de leur mise en application.
- 5.4 Rencontrer séparément et périodiquement le directeur de l'audit interne.
- 5.5 Poser des questions précises et spécifiques sur le travail fait par les auditeurs internes en ce qui concerne ce qui suit :
 - a) toute recommandation importante visant à améliorer les contrôles internes des finances, de l'exploitation et de la conformité, et les mesures prises par la direction pour suivre ces recommandations;
 - b) le degré d'indépendance de l'audit interne; et
 - c) tout désaccord important avec la direction sur la portée de la mission ou les obstacles rencontrés dans son exécution.
- 5.6 Parallèlement à l'examen du plan d'audit interne annuel, discuter des objectifs et évaluer le rendement du directeur de l'audit interne.
- 5.7 Superviser au moins une fois tous les cinq ans un examen externe de la fonction d'audit interne.

6. Examen et discussion avec la direction

- 6.1 Examiner et évaluer la pertinence et la qualité de l'organisation, de la dotation en personnel et de la planification de la relève pour les responsabilités en matière de comptabilité et de finance (y compris l'audit interne).
- 6.2 Examiner les analyses faites par la direction établissant les questions importantes en matière d'information financière et les hypothèses retenues par la direction dans l'établissement des états financiers, y compris les analyses de l'effet sur les états financiers de méthodes de rechange conformes aux PCGR. Cet examen doit également comprendre ce qui suit :
 - a) l'examen avec la direction de l'incidence des initiatives réglementaires et comptables, ainsi que des structures hors bilan, sur les états financiers de la Société; et
 - b) l'examen et l'approbation de toutes les opérations entre apparentés avec des organisations déterminées comme liées à partir d'associations avec administrateurs et des dirigeants.
- 6.3 Discuter avec la direction des états financiers audités annuels, des états financiers trimestriels et de l'auditeur indépendant, y compris de l'information communiquée par CAE dans le rapport de gestion.
- 6.4 Examiner trimestriellement avec la direction la mesure des indicateurs de qualité de l'audit et évaluer la pertinence de l'utilité des indicateurs établis.
- 6.5 Examiner et assumer la responsabilité d'une surveillance précise des éléments de CAE suivants :
 - a) le cadre stratégique de gestion des risques de l'entreprise; et
 - b) la couverture d'assurance globale (y compris le régime d'assurance des administrateurs et dirigeants).
- 6.6 Examiner au moins une fois par année avec la direction :
 - a) la pertinence et l'efficacité de la structure du capital et de la trésorerie; et
 - b) la conformité fiscale.

7. Examen et discussion avec le comité des ressources humaines

- 7.1 Sur demande, fournir du soutien au comité des ressources humaines (« **comité des RH** ») du conseil d'administration à propos des mesures d'intéressement de la direction et des questions connexes (y compris la rémunération et l'utilisation adéquate des actifs de l'entreprise).
- 7.2 Apporter son soutien au comité des RH pour l'évaluation de la structure incitative afin de déterminer si celle-ci contribue à augmenter la fraude ou les autres risques.

8. Examen des documents d'information publics

- 8.1 Examiner tous les documents publics importants liés au rendement financier de CAE, à sa situation financière ou aux analyses qui s'y rapportent, y compris les états financiers, le rapport de gestion, les communiqués sur les résultats annuels et intermédiaires et la notice annuelle, avant leur publication.
- 8.2 Examiner et contrôler les pratiques et méthodes adoptées par la Société pour assurer leur conformité aux exigences des bourses, lois, règlements et autres règles applicables, et s'il y a lieu, faire des recommandations ou présenter des rapports à ce sujet au conseil d'administration.
- 8.3 Commenter l'information financière et les projections sur le bénéfice de CAE communiquées aux analystes et agences de notation.
- 8.4 Examiner les questions importantes concernant les principes comptables et la présentation des rapports financiers, y compris les changements importants aux principes comptables à respecter dans l'établissement des comptes de la Société et de ses filiales, ou dans leur application, les questions importantes portant sur les contrôles internes de la Société et toute mesure d'audit particulière adoptée en raison de lacunes importantes dans le contrôle.
- 8.5 Établir/examiner les rapports du comité que les autorités compétentes en valeurs mobilières peuvent exiger d'inclure dans la circulaire de sollicitation de procurations et les autres documents d'information de la Société.
- 8.6 Examiner et approuver les méthodes définies dans la Politique de divulgation de la Société et vérifier annuellement que des méthodes adéquates sont en place pour l'examen de la divulgation de l'information financière issue des états financiers.

9. Questions juridiques et de conformité

- 9.1 Examiner, avec le chef des affaires juridiques de la Société, les questions juridiques et de conformité qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société.

10. Traitement des plaintes

- 10.1 Maintenir des procédures de réception, de conservation et de traitement des plaintes reçues par la Société en matière de comptabilité, de contrôles comptables internes et de pratiques d'audit, et de signalement anonyme et confidentiel, par les employés, des pratiques comptables ou d'audit discutables.

11. Examen annuel

- 11.1 Examiner et évaluer annuellement la pertinence du mandat du comité, en rendre compte au conseil d'administration et soumettre à son approbation toute proposition de changement.
- 11.2 Effectuer une évaluation annuelle du rendement du comité et en rendre compte au président du comité de gouvernance du conseil d'administration de CAE.

12. Orientation et formation continue

- 12.1 Au besoin, trouver des lectures portant sur les comités d'audit et participer à des activités sur le sujet.

13. Autres responsabilités

- 13.1 Le conseil d'administration peut confier à l'occasion au comité l'étude de toute autre question concernant les affaires financières ou la gestion des risques de la Société, selon ce qu'il juge à propos.

14. Réunions

- 14.1 Le comité se réunit aux moments que lui-même ou le conseil d'administration juge opportuns et rend régulièrement compte au conseil d'administration.

15. Recours à des experts-conseils

- 15.1 Le comité a l'autorisation de faire appel à des consultants indépendants ou à d'autres conseillers, selon ses besoins, pour mener à bien ses fonctions. La Société assurera le financement nécessaire déterminé par le comité pour l'obtention de tels services.

Le 12 février 2021